

Séminaire master 2 recherche IHEAL / EILA

Année universitaire 2024-2025, semestre 1

H9AR001

les jeudis, 11- 13 hs, salle 15

Crises impériales et construction des Etats-Nations en Amérique latine

(XVIII^e-XIX^e siècles)

Enseignants responsables :

Edward BLUMENTHAL et Alejandro GÓMEZ

RÉSUMÉ DU SÉMINAIRE

Ce séminaire aborde dans un sens large, la période de l'histoire centrée autour des indépendances de la plupart de colonies espagnoles et portugaises aux Amériques, y comprises les Antilles hispaniques ; depuis les premières manifestations contre l'ordre colonial au XVIII^e siècle, et jusqu'après les dernières abolitions de l'esclavage et l'indépendance de Cuba à la fin du XIX^e siècle. Le séminaire sera consacré notamment à l'étude des problématiques politiques, économiques et socio-raciales existantes pendant ce période aux Amériques, tels que les révoltes des secteurs subalternes, les processus révolutionnaires, les guerres civiles ou d'indépendance, la formation des nouveaux États et des nouvelles institutions républicaines, l'institutionnalisation de projets libéraux et constitutionnels, l'expansion des frontières et, enfin, certains aspects socio-culturels des problématiques des inclusions et exclusions postcoloniales. Envisagé d'un point de vue atlantique, il sera occasion également d'articuler ces problématiques avec les crises impériales européennes qui éclatèrent à cette époque-là, ainsi qu'avec l'émergence des États-Unis en tant que puissance internationale .

CALENDRIER DES COURS

- Classe 1** Introduction : crises impériales, révolutions et indépendances (EB-AG).
- Classe 2** Insatisfactions coloniales et sources idéologiques des indépendances coloniales : pacte colonial, « réformes bourbonniennes », idées de lumières, bonnes et mauvaises révolutions, etc. (AG)
- Classe 3** Crise de la monarchie espagnole et prolifération des assemblées autonomes : une crise dans le « temps conjoncturel ». (EB)
- Classe 4** Les révolutions circum-caribéennes II : le Venezuela et la Nouvelle Espagne. (AG)
- Classe 5** Les révolutions sud-américaines I : Le Chili, le Río de la Plata et le Brésil. (EB)
- Classe 6** Citoyenneté, esclavage et secteurs subalternes à l'heure des indépendances (AG)
- Classe 7** Les guerres d'indépendance et les guerres civiles (EB)
- 11 novembre : date limite pour rendre les sujets pour le travail final
(un paragraphe + bibliographie provisoire)**
- Classe 8** L'énigme de la « siempre fiel » île de Cuba. (AG)
- Classe 9** Pratiques républicaines : Les limites de la citoyenneté (EB)
- Classe 10** Les dernières indépendances : Santo-Domingo et Porto Rico. (AG)
- Classe 11** Consolidation ou fragmentation : Spatialité nationale et transnationale (EB)
- Classe 12** Conclusion (EB-AG) : des révolution incomplètes ?

MODALITES D'EVALUATION

- Une question de cours (50%) 10 à 12 pages espace et demi
- Une présentation d'un des articles scientifiques de la bibliographie complémentaire avec une présentation de l'auteur (30%)
- Note de participation (20%)

TABLE DE MATIÈRES

CALENDRIER DES COURS	2
CALENDRIER DE LECTURE	5
BIBLIOGRAPHIE RECOMMANDÉE	11
SOURCES PRIMAIRES	13
"L'Amérique vers 1800".	13
Description des castes hispano-américaines par le naturaliste Humboldt	15
Insatisfactions coloniales : Aux sources de l'antagonisme entre « Espagnols européens » et « Espagnols américains »	21
Représentation adressée par la ville de Mexico au roi D. Charles III en 1771	21
MEMORIA AL REY CARLOS III DE ESPAÑA POR EL CONDE DE ARANDA, SOBRE LA INDEPENDENCIA DE LOS TERRITORIOS AMERICANOS	23
Juan Pablo Viscardo y Guzmán, CARTA A LOS ESPAÑOLES AMERICANOS, (1792)	25
Les révolutions dans le monde atlantique	26
Lettre de Brissot à Miranda (1792)	26
Proclamation de Miranda aux habitants du continent Américo-Colombien	29
La conspiration de La Guaira de 1797.	31
La Junte Centrale permet la représentation américaine (1809)	35
Acte du cabildo de Mexico du 19 juillet 1808 (1808)	36
Manifiesto de la Junta de Caracas a los Cabildos de América [1810]	37
GUERRA A MUERTE	39
La independencia de México	44
Discurso de Miguel Hidalgo al Pueblo de Dolores para dar inicio a la independencia de México. Madrugada del 16 de septiembre de 1810.	44
Cuartel General en Guadalajara. 29 de Noviembre de 1810	45
Decreto constitucional para la libertad de la América Mexicana	47
Plan de Iguala, 1821	47
Las independencias sudamericanas	50
PROCLAMA DE TIAHUANACO Juan José Castelli [25 de Mayo de 1811]	50
José Miguel Carrera: Un aviso a los pueblos de Chile. 24 de junio de 1818.	51
Carta de San Martín a Bolívar, Lima, 29 de agosto de 1822	52

Prácticas republicanas: Caudillos, montoneras, pronunciamientos	54
Domingo Faustino Sarmiento, Facundo. Civilización y barbarie (1845).	54
Alberdi, "Mi vida privada que se pasa toda en la República Argentina" (Bélgica, 1873)	56
La siempre fiel / Les dernières indépendances	58
Proclame de Boyer suite à l'invasion haïtienne de Santo Domingo	58
MANIFIESTO DEL 16 DE ENERO DE 1844 (Haití español)	59
Anónimo, Carta a SM el Emperador..., Paris, 1858	63
DIEZ MANDAMIENTOS DE LOS HOMBRES LIBRES (PUERTO RICO, 1867)	64
Grito de Yara (1868)	65
José Martí, Nuestra América, 1891.	65

CALENDRIER DE LECTURE

Classe 1 Introduction : crises impériales, révolutions et indépendances (EA).

Qu'est-ce que l'indépendance?

Quelle périodisation pour l'indépendance Ibéroaméricaine?

Quels acteurs? Qui gagne? Qui perd? Comment savons-nous?

Classe 2 Insatisfactions coloniales et sources idéologiques des indépendances coloniales : pacte colonial, « réformes bourbonniennes », idées de lumières, bonnes et mauvaises révolutions, etc. (AG)

Chiraramonte, José Carlos. "Modificaciones del pacto imperial". En Annino, Antonio, Luis Castro Leiva, y François-Xavier Guerra, eds. *De los imperios a las naciones : Iberoamerica*. Zaragoza: Ibercaja, obra cultural, 1994.

Gómez, Alejandro. « Entre résistance, piraterie et républicanisme. Mouvements insurrectionnels d'inspiration révolutionnaire francoantillaise sur la Côte de Caracas, 1794-1800 », *Travaux et recherches de l'UMLV*, No.11 (Jan. 2006), pp. 91-12.

Sources primaires : Humboldt, *Representation*, Memoria, Guzmán,

Classe 3 Crise de la monarchie espagnole et prolifération des assemblées autonomes : une crise dans le « temps conjoncturel ». (EB)

Guerra, François-Xavier. "La desintegración de la Monarquía hispánica: revolución e independencias." En Annino, et. al., coord, *Iberoamérica: de los imperios a las naciones*, 1994, 195-227.

Echeverri Muñoz, Marcela. "[Los derechos de indios y esclavos realistas y la transformación política en Popayán, Nueva Granada \(1808-1820\)](#)." *Revista de Indias*, Vol. 69, 246, 2009, págs. 45-72;

Lynch, "British Policy and Spanish America, 1783-1808", *Journal of Latin American Studies*, Vol. 1, No. 1. (May, 1969), pp. 1-30.

Classe 4 Les révolutions circum-caribéennes II : le Venezuela et la Nouvelle Espagne. (AG)

Henry, Monica. "Les États-Unis et les révolutions dans l'empire espagnol, 1810-1826", 67-89. en Entin, Gabriel et al. (éds), [L'Atlantique révolutionnaire : une perspective ibéro-américaine](#), Rennes, Les Perséides, 2013.

Mongey, Vanessa. "The Pen and the Sword: Print in the Revolutionary Caribbean." En Entin, et al [L'Atlantique révolutionnaire](#), 49-66.

Grafenstein, Johanna. "Revolucionarios americanos en el circuncaribe, 1812-1820", p. 25-46

Clase 5 Les révolutions sud-américaines : Le Chili, le Río de la Plata et le Brésil. (EB)

Fradkin, Raúl O. "La revolución en los pueblos del litoral rioplatense". *Estudios Ibero-Americanos* 36, n° 2 (2010).

Goldman, Noemi. "Crisis imperial, revolución y guerra (1806-20)". En *Nueva historia argentina. tomo 3, Revolución, república, confederación (1806-1852)*. Noemí Goldman, ed. Buenos Aires: Editorial Sudamericana, 1998.

Pereira das Neves, Guilherme. "Del Imperio Luso-brasileño al Imperio del Brasil (1789-1822)". En Annino, et. al., *De los imperios a las naciones*

Sources primaires : Juan José Castelli, José de San Martín, José Miguel Carrera

Clase 6 Citoyenneté, esclavage et secteurs subalternes à l'heure des indépendances (AG)

Chaves Maldonado, María Eugenia. "El oxímoron de la libertad. La esclavitud de los vientres libres y la crítica a la esclavización africana en tres discursos revolucionarios", *Fronteras de la historia*, Vol. 19, N.º 1. pp. 174-200, enero-junio de 2014

Entín, Gabriel, y Magdalena Candiotti. "Liberté et dépendance pendant la révolution du Rio de la Plata. Esclaves et affranchis dans la construction d'une citoyenneté politique (1810-1820)". *Le mouvement social*, n° 3 (2015): 71–91.

Lasso, Marixa. "Los grupos afro-descendientes y la independencia:¿ un nuevo paradigma historiográfico?" *L'Atlantique révolutionnaire: une perspective ibéro-américaine*, 2013, 359–78.

Morales, Orlando Gabriel, y Beatriz Elsa Bragoni. "Libertad civil y patriotismo en el Río de la Plata revolucionario: la experiencia de los esclavos negros en la provincia de Cuyo, 1812-1820". *Historia y sociedad*, n° 30 (2016): 131–67.

Clase 7 Les guerres d'indépendance et les guerres civiles: pratiques de guerre (EB)

Blumenthal, Edward. "Milicias y ciudadanía de residencia: la revolución chilena de 1851 en perspectiva transnacional". *Illes i Imperis* 0, n° 17 (2015): 91–112.

Rabinovich, Alejandro. *La société guerrière*. Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2013. <http://books.openedition.org/pur/42934>. Deuxième partie. Chapitres 1 et 2.

Landavazo, Marco Antonio. "Guerra y violencia durante la revolución de independencia de México" *Tzintzun. Revista de Estudios Históricos*, Núm. 48, julio-diciembre, 2008, pp. 15-40

Sources primaires : Sarmiento, *Facundo*

Clase 8 L'énigme de la « siempre fel » île de Cuba. (AG)

Deive, Carlos Esteban. "Santo Domingo, las Cortes de y Cádiz y los primeros intentos separatistas".

Ferrer, Ada, y M Ferrandis Garrayo. "Esclavitud, ciudadanía y los límites de la nacionalidad cubana: la guerra de los diez años, 1868-1878". *Historia Social*, 1995, 101–25.

Clase 9 Pratiques républicaines: *Caudillos, montoneras, pronunciamientos* (EB)

Fowler, Will. *Forceful Negotiations: The Origins of the Pronunciamiento in Nineteenth-Century Mexico*. U of Nebraska Press, 2011.

Hébrard, Véronique. "El oligarca, figura del infame en la Venezuela en guerra (siglo XIX)" en : *Sombras de Mayo : Mitos y memorias de la Guerra de la Independencia en España (1808-1908)* [en ligne]. Madrid : Casa de Velázquez, 2007 (généré le 24 août 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cvz/14312>>. ISBN : 9788490963036.

Myers, Jorge. "Las Formas complejas del poder". En *Caudillismos rioplatenses : nuevas miradas a un viejo problema*. Goldman, Noemí, y Ricardo Donato Salvatore, Eds. Temas. Historia. Buenos Aires: Eudeba, 2005.

Sources primaires : Sarmiento, *Facundo*

Clase 10 Les dernières indépendances : Santo-Domingo et Porto Rico. (AG)

Ferrer, Ada. "Cuba 1959 / Haiti 1804: ON HISTORY AND CARIBBEAN REVOLUTION". En M. J. Bustamante & J. L. Lambe (Eds.), *The Revolution from Within* (pp. 277–289). Duke University Press, 2019 <https://doi.org/10.2307/j.ctv11smwzk.15> (<https://www.jstor.org/stable/j.ctv11smwzk.15>)

Hatfield, Charles, "The Limits of "Nuestra América"", *Revista Hispánica Moderna*, Año 63, No. 2 (December 2010), pp. 193-202 , <http://www.jstor.org/stable/40927302>

Clase 11 Consolidation ou fragmentation : Spatialité nationale et transnationale (EB)

Adelman, Jeremy, y Stephen Aron. "From Borderlands to Borders: Empires, Nation-States, and the Peoples in between in North American History". *The American Historical Review* 104, n° 3 (1 de junio de 1999): 814–41. <https://doi.org/10.2307/2650990>.

Alabert, Mónica. "Los desbandes de Basualdo y Toledo: hacia la fractura del federalismo entrerriano Desbandes". En *Interacciones de la política local, regional y nacional. Caudillos, Política e Instituciones en los orígenes de la Nación Argentina. El federalismo entrerriano en la década de 1860*. Schmit Roberto, ed. Los Polvorines, Universidad Nacional de General Sarmiento, 2014,

Blumenthal, Edward. "Exilio, guerra y política transnacional: Las comisiones argentinas en la política internacional americana". *Anuario IEHS* 33, n° 2 (2018): 145–67.

Etchechury, Mario. "Legionarios, enganchados y cautivos. Apuntes para una investigación sobre las formas de reclutamiento transnacional durante la Guerra del Paraguay (1864- 1870)". En *A 150*

años de la Guerra de la Triple Alianza contra el Paraguay, GARAVAGLIA, Juan Carlos, FRADKIN, Raúl, eds. Buenos Aires, Prometeo Libros, 2017,

Thibaud, Clément. [De l'Empire au Etats: le fédéralisme en Nouvelle-Grenade](#) (1780-1853) *Anuario de Estudios Bolivarianos*, N°. 13, 2006, págs. 135-175

Verdo, Geneviève. ¿Qué territorio para cuál nación? Soberanías territoriales y rivalidades interprovinciales en el Río de la Plata (1820-1840). En *Una historia conceptual del territorio en Iberoamérica, siglos XVIII-XIX*, Coord. Ana Frega Novales, Clement Thibaud, *Nuevo mundo, mundos nuevos*, No. 19, 2019, <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.78374>

Sources primaires : Alberdi, Juan Bautista. "Mi vida privada".

Clase 12 Conclusion: des révolutions incomplètes ?

Sources primaires : Exercice collectif : retrouvez 2 articles de la presse contemporaine d'un pays ibéroaméricain sur un bicentenaire (1808, 1809, 1812, 1816, 1821...). Préparez quelques commentaires sur les approches/réponses/acteurs à ces événements. Liste de la presse des pays américains: <https://www.prensaescrita.com/>

BIBLIOGRAPHIE RECOMMANDÉE

Adelman, Jeremy, *Sovereignty and Revolution in the Iberian Atlantic*, Princeton: Princeton University Press, 2006

Alvarez Cuartero, Izaskun et Julio Sanchez Gomez (coord.). *Visiones y revisiones de la independencia americana: México Centroamérica y Haití*. Universidad de Salamanca, 2005

Annino von Dusek, Antonio, Luis Castro Leiva, François-Xavier Guerra *Iberoamérica: de los imperios a las naciones*, 1994

Avila, Alfredo, Jordana Dym y Erika Pani (coord). 2013. *Declarar las Independencias: Los textos fundamentales de las independencias americanas*. El Colegio de México-Universidad Nacional Autónoma de México.

Avila, Alfredo et Pedro Pérez Herrero (coords). 2008. Las experiencias de 1808 en Iberoamérica. Mexico: UNAM-IIH, Universidad de Alcalá. [Tabla de contenido](#).

Bernand, Carmen, *Les Indiens face à la construction de l'État-nation: Mexique-Argentine, 1810-1917*, Neuilly, Atlande, 2013.

Bertrand, Michel et Zakarias Moutoukia, *Cambio institucional y fiscalidad: Mundo hispánico, 1760-1850*, Madrid, Casa de Velásquez/OpenBook, 2018, <https://books.openedition.org/cvz/4289>.

Bethell, Leslie (ed.), *Historia de América Latina*, t. II, Barcelona, Crítica, 1990.

Breña, Roberto. "Revoluciones hispánicas and Atlantic History: A Spanish-Language Historiographical Interpretation and Bibliography," *Age of Revolutions*, May 21, 2021, <https://ageofrevolutions.com/2021/05/10/revoluciones-hispanicas-and-atlantic-history-a-spanish-language-historiographical-interpretation-and-bibliography/>.

Chartier, Roger et Antonio Feros, *Europa, América y el mundo: tiempos históricos*. Madrid, Marcial Pons, 2006.

Chiaramonte, José Carlos, *Nación y estado en Iberoamérica : el lenguaje político en tiempos de las independencias*, Buenos Aires: Editorial Sudamericana, 2004

Delgado, Almudena, *La formation de l'État et la Nation en Amérique latine, 1808-1910*, Paris, Editions du temps, 2010.

Díaz Arias, David et Ronny Viales Hurtado (eds), *Independencias, Estados y Política(s) en la Centroamérica del Siglo XIX: Las Huellas históricas del bicentenario*, San José, CIHAC, Universidad de Costa Rica, 2012.

Entin, Gabriel et al. (éds), *L'Atlantique révolutionnaire : une perspective ibéro-américaine*, Rennes, Les Perséides, 2013, https://www.academia.edu/6857556/Atlantique_revolutionnaire.

Ferrer, Ada, « Esclavitud, ciudadanía y los límites de la nacionalidad cubana: la guerra de los diez años, 1868-1878 », *Historia Social*, No.2 (1995), p. 101-125.

Fradkin, Raúl (coord.) Dossier: La acción colectiva popular en los siglos XVIII y XIX: modalidades, experiencias, tradiciones, *Nuevos Mundos*, 2010.

Frega, Ana et Clément Thibaud (coord). Debat: Una historia conceptual del territorio en Iberoamérica, siglos XVIII-XIX *Nuevo mundo mundos nuevos* 2019.

Guerra, François-Xavier, coord. Dossier: La independencia de la América Hispana, *Revista de Indias* 62, No. 225 (2002).

Halpering Donghi, Tulio, *Reforma y disolución de los imperios ibéricos, 1750-1850*, Madrid, Alianza América, 1985.

Hébrard, Véronique et Verdo, Geneviève (dir.) *Las independencias hispanoamericanas: un objeto de historia*, Madrid, Casa de Velázquez, 2013.

Lemperière, Annick (coord). Dossier: Knowledge, engineering, society and state building in Latin America 1790–1870, *Nuevo mundo, mundos nuevos*, 2019.

Ramos Santana, Alberto et Alberto Romero Ferrer (coord.) *Liberty, liberté, libertad el mundo hispánico en la era de las revoluciones*

Rodríguez O., Jaime (coord). *Revolución, independencia y las nuevas naciones de América*. Fundación Mapfre, 2006.

Suárez Cortina, Manuel (coord.). *Federalismos Europa del Sur y América latina en perspectiva histórica*. Granada, Comares, 2016.

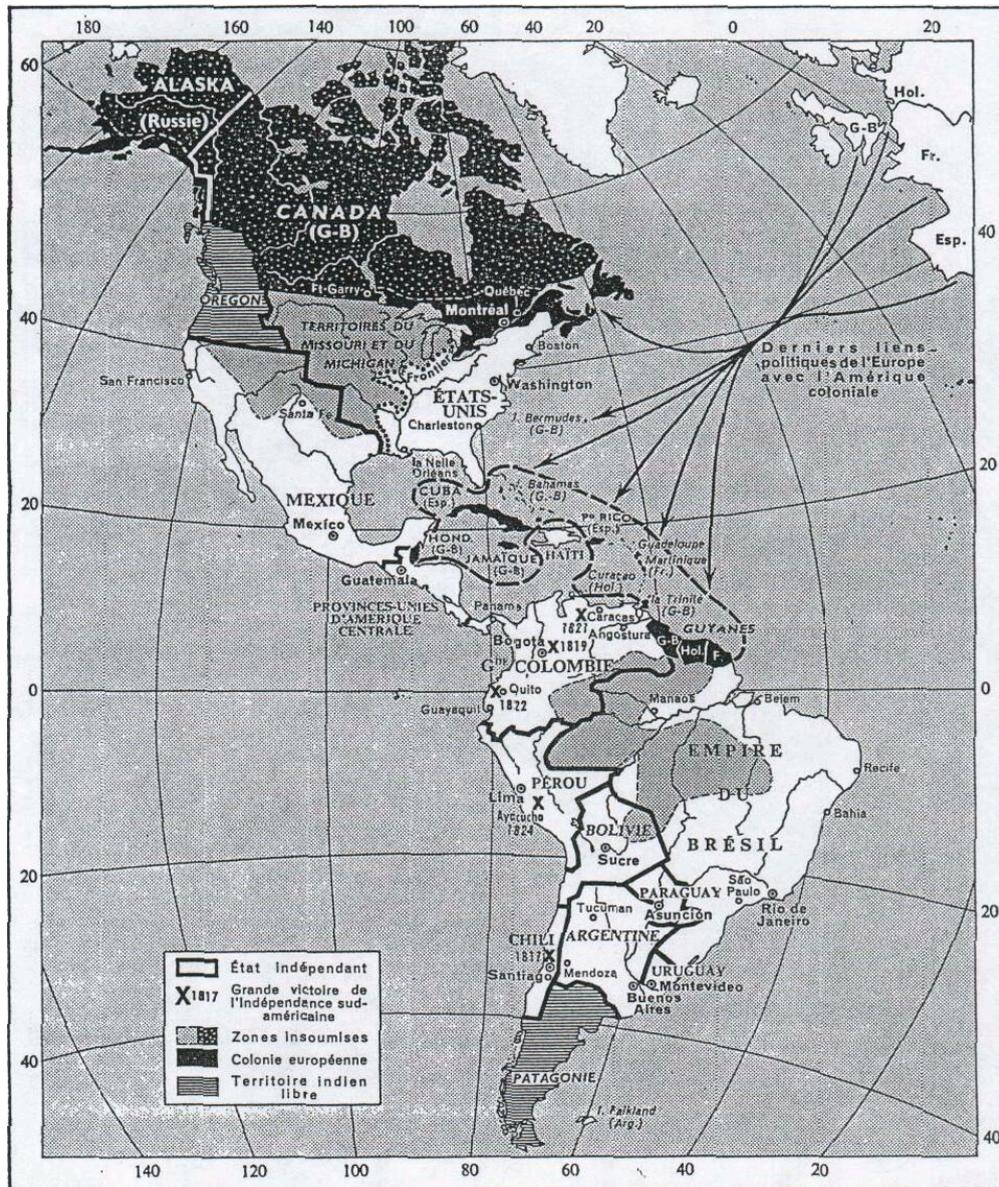
Trouillot, Michel-Rolph. "An Unthinkable History: The Haitian Revolution as a Non-Event." En *Silencing the Past: Power and the Production of History*. Boston: Beacon Press, 1995.

Astuce:

Le site [Dialnet](#) est une ressource importante pour trouver la bibliographie de l'indépendance ibéro-américaine, avec des tables des matières de nombreux ouvrages collectifs, ainsi que des textes intégraux d'articles de nombreuses revues scientifiques. De plus, vous pouvez effectuer une recherche par auteur.

"L'Amérique en 1830".

Cf. Pierre Chaunu, *L'Amérique et les Amériques*, Armand Colin, Paris, 1964, p.229.





“De negro y española sale mulato”. Exemple de ‘pintura de castas’ mexicaines (Emery College, USA).

Description des castes hispano-américaines par le naturaliste Humboldt

Alexander von Humboldt, *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne du Mexique*, François Chevalier (préf). Thizy : Utz, 1997

LIVRE II CHAPITRE VII

Le fils d'un blanc (créole ou européen) et d'une indigène à teint cuivré est appelé métis ou *mestizo*. Sa couleur est presque d'un blanc parfait; sa peau est d'une transparence particulière. Le peu de barbe, la petitesse des mains et des pieds et une certaine obliquité des yeux, annoncent plus le mélange de sang indien que la nature des cheveux. Si une métisse épouse un blanc, la seconde génération qui en résulte ne diffère presque plus de la race européenne. Très peu de nègres ayant été introduits dans la Nouvelle-Espagne, les métis composent vraisemblablement les 7/8 de la totalité des castes. Ils sont généralement réputés d'un caractère beaucoup plus doux que les mulâtres (*mulatos*), fils de blancs et de négresses, qui se distinguent par la violence de leurs passions et par une singulière volubilité de langue. Les descendants de nègres et d'Indiennes portent à Mexico, à Lima et même à La Havane, le nom bizarre de *chino*, chinois. Sur la côte de Caracas et, comme il paraît par les lois, à la Nouvelle-Espagne même, on les appelle *zambos*; aujourd'hui, cette dernière dénomination est principalement restreinte aux descendants d'un nègre et d'une mulâtresse, ou d'un nègre et d'une *china*. On distingue de ces *zambos* communs, les *zambos prietos*, qui naissent d'un nègre et d'une *zarnba*. Du mélange d'un blanc avec une mulâtresse provient la caste des quarterons. Lorsqu'une quarteronne épouse un Européen ou un créole, son fils porte le nom de quinteron. Une nouvelle alliance avec la race blanche fait tellement perdre le reste de couleur, que l'enfant d'un blanc et d'une quinteronne est blanc aussi. Les castes de sang indien ou africain conservent l'odeur qui est propre à la transpiration cutanée de ces deux races primitives. Les Indiens péruviens qui, au milieu de la nuit, distinguent les différentes races par la finesse de leur odorat, ont formé trois mots pour l'odeur de l'Européen, de l'indigène américain et du nègre : ils appellent la première *pezuna*, la seconde *posco* [Mot ancien de la langue quechua], et la troisième *grajo*. D'ailleurs, les mélanges dans lesquels la couleur des enfants devient plus foncée que n'était celle de leur mère, s'appellent *salta-atrâs*, ou sauts en arrière.

Dans un pays gouverné par les blancs, les familles qui sont censées être mêlées avec le moins de sang nègre ou mulâtre sont naturellement aussi les plus honorées. En Espagne, c'est pour ainsi dire un titre de noblesse de ne descendre ni de Juifs, ni de Maures. En Amérique, la peau plus ou moins blanche décide du rang qu'occupé l'homme dans la société. Un blanc qui monte pieds nus à cheval s'imagine appartenir à la noblesse du pays. La couleur établit même une certaine égalité entre des hommes qui, comme partout où la civilisation est ou peu avancée ou dans un mouvement rétrograde, se plaisent à raffiner sur les prérogatives de race et d'origine. Lorsqu'un homme du peuple se dispute avec un des seigneurs titrés du pays, on entend souvent dire au premier : « Serait-il possible que vous fussiez être plus blanc que moi? » Ce mot caractérise très bien l'état et la source de l'aristocratie actuelle. Il y a, par conséquent, un grand intérêt de vanité et de considération publique à évaluer au juste les fractions de sang européen que l'on doit assigner aux différentes castes. D'après les principes sanctionnés par l'usage, on a adopté les proportions suivantes :

<i>Castes</i>	<i>Mélange du sang</i>
Quarteron.....	1/4 nègre 3/4 blanc
Quinteron.....	1/8 nègre 7/8 blanc
Zambo.....	3/4 nègre 1/4 blanc
Zambo prieto.....	7/8 nègre 1/8 blanc

Il arrive souvent que des familles qui sont soupçonnées d'être de sang-mêlé, demandent à la haute cour de justice (l'Audiencia) qu'on les déclare appartenir aux blancs. Ces déclarations ne sont pas toujours conformes au jugement des sens. On voit des mulâtres très basanés qui ont eu l'adresse de se faire blanchir (c'est l'expression banale du peuple). Quand la couleur de la peau est trop contraire au jugement qui est sollicité, le pétitionnaire se contente d'une expression un peu problématique. La sentence dit alors simplement, « que tel ou tels individus peuvent se considérer eux-mêmes comme blancs (*que se tengan por blancos*) ».

Il serait très intéressant de pouvoir discuter à fond l'influence de la diversité des castes sur le rapport des sexes entre eux. J'ai vu, par le dénombrement fait en 1793, que dans la ville de la Puebla et à Valladolid, il y a parmi les Indiens plus d'hommes que de femmes, tandis que parmi les Espagnols ou dans la race des Blancs on y trouve plus de femmes que d'hommes. Les intendances de Guanajuato et d'Oaxaca présentent, dans toutes les castes, le même excédent d'hommes. Je n'ai pu me procurer assez de matériaux pour résoudre le problème de la diversité des sexes selon la différence des races, selon la chaleur du climat ou la hauteur des régions que l'homme habite : nous nous bornerons, par conséquent, à offrir des résultats généraux.

Description des « castes » vénézuéliennes par un colon blanc de Saint-Domingue

François-Raymond-Joseph de Pons, *Voyage à la partie orientale de la Terre-Ferme, dans l'Amérique méridionale, fait pendant les années 1801, 1802, 1803 et 1804...* Paris : Colnet, 1806

suites nécessaires pour faire rendre justice aux esclaves qui la réclament. Cette institution seule prouve la prévoyance et la sagesse du législateur.

AFFRANCHIS.

Dans toutes les colonies modernes, cultivées par des esclaves, l'affranchissement n'est que le fruit de la générosité du maître, et plus souvent encore le prix d'une prostitution qui a donné des enfans. Mais la plupart des gouvernemens, loin de favoriser ces sortes d'actes, les entravent au contraire par des formalités et par des taxes qui les rendent difficiles, dispendieux et rares. Chez les Espagnols seulement, tout concourt à les multiplier : la religion de son côté y met l'affranchissement au rang des œuvres les plus agréables à Dieu ; la loi ne gêne en aucune manière la volonté du maître à cet égard, et cette ressource a échappé au fisc. Il ne faut donc pas s'étonner que les possessions espagnoles aient beaucoup plus d'affranchis, ou de descendans d'affranchis que d'esclaves.

Leur nombre.

En effet, sur une population de sept cent vingt-huit mille personnes, que contient la ca-

pitainerie générale de Caracas, on estime qu'il y a deux cent quatre-vingt-onze mille deux cents individus affranchis, ou nés de parens affranchis. Cette classe est plus particulièrement connue, parmi les Espagnols comme ailleurs, sous la dénomination générique de *gens de couleur*.(...)

Sous tous les rapports, le système colonial parut devoir espérer plus d'avantages du prestige, que de la présence continuelle des armes; on attachait tellement à la couleur européenne la considération publique, que tout blanc y fut regardé par la loi et par l'opinion, comme d'une nature supérieure à tout ce qui tenoit directement ou indirectement à l'Afrique. L'esclave n'eut des droits qu'à la pitié, excepté pour sa nourriture et son habillement. L'obéissance devint sa meilleure, son unique sauvegarde. Placé à une si grande distance du blanc, la liberté même ne pouvoit lui faire franchir le grand espace qui l'en séparoit. En le faisant sortir de la dépendance du maître, elle ne lui assuroit et ne lui assure encore qu'une protection plus efficace devant la loi, sans que, pour cela, il acquière l'usage des droits politiques. De cette manière, les affranchis forment, entre l'esclave et le maître, un intermédiaire qui ne se rapproche du blanc, que lorsqu'à l'aide des générations, le sang africain se trouve remplacé par le sang européen. Le préjugé va souvent même plus loin.

C'est sur ces principes que se sont constituées toutes les colonies modernes : chacune d'elles a seulement été plus ou moins sévère dans leur

application, selon la politique et les mœurs de son gouvernement.

On croit généralement que les lois sont plus favorables aux gens de couleur, dans les colonies espagnoles, que dans celles des autres nations. Cette opinion, uniquement fondée sur la conjecture, s'est sans doute accréditée par l'esprit religieux qu'on suppose présider à toutes les actions des Espagnols. Une telle manière de juger n'a jamais été juste, et l'est moins aujourd'hui qu'elle ne le fut dans aucun temps. La politique et la religion s'y prêtent bien de mutuels secours; mais si l'une fait des sacrifices à l'autre, c'est plutôt la première qui les obtient que la seconde. Ainsi, dans les lois relatives aux affranchis, le gouvernement n'a consulté que le bon ordre, la tranquillité publique et la stabilité de ses possessions.

Les premiers réglemens qui furent faits sur cette matière, prouvent qu'il se passa près d'un siècle, avant qu'on suivît les conseils de la prudence, sur le rang à assigner aux affranchis dans la société. Si, auparavant, ils n'avoient pas autant de part que les Européens à l'estime générale, c'étoit moins à cause de leur état d'affranchi ou de leur couleur, que du malheur, presque généralement attaché à cette classe, d'être née hors du

mariage ; car les enfans légitimes , quelle que fût leur couleur , étoient appelés à jouir des mêmes droits que les autres citoyens. Victoria et Zapata , deux fameux juriconsultes du dix-septième siècle , font l'apologie de cet ordre de choses.

Plusieurs cédules , de la fin du seizième siècle , déclarent que les hommes de couleur libres ont droit aux mêmes honneurs , et aux mêmes emplois que les autres citoyens espagnols.

Une cédule , du 28 septembre 1588 , ordonne d'admettre à la prêtrise tout homme de couleur , qui d'ailleurs en auroit les qualités requises ; et que , sous la même condition , la couleur des femmes qui voudroient se faire religieuses ne pourroit pas être un obstacle à leur réception.

Les affranchis ne peuvent occuper aucun emploi public.

Les restrictions suivirent de fort près ces concessions illimitées ; car , par une ordonnance du roi , en date du 7 juin 1621 , il fut défendu de conférer aux hommes de couleur aucun emploi public , même celui de notaire , qui , dans l'ordre judiciaire espagnol , remplit à la fois les fonctions de notaire , de greffier et d'huissier. Les cédules royales du 25 juillet 1643 , et 25 mars 1654 , déclarent les hommes de couleur libres incapables

de servir dans les troupes du roi. On s'en sert cependant pour la défense du pays. On en fait des corps particuliers de milices , où le mérite peut porter l'homme de couleur jusqu'au grade de capitaine. Tous les officiers supérieurs doivent être pris dans la classe blanche. (...)

Le roi dispense de la couleur.

La rigueur avec laquelle il paroît que la loi traite les gens de couleur libres, cède assez souvent à la protection. Il n'est pas rare que la loi accorde des dispenses de couleur, soit pour la prétrise, soit pour occuper des emplois civils. Le mérite, vrai ou supposé, du sujet y entre pour beaucoup, et il faut au moins être mulâtre pour avoir droit à la sollicitation. Le noir fût-il un puits de science, un modèle de vertus, ne peut prétendre à aucune de ces faveurs.

Lorsque l'argent peut multiplier les protections, et donner du ressort au zèle des protecteurs, des familles entières passent, par ordre du roi, de la classe des personnes de couleur libres, dans celle des blancs. Défenses sont faites de leur reprocher le vice de leur origine; et elles sont déclarées habiles à exercer toute sorte d'emplois.

Pendant mon séjour à Caracas, toute une famille de couleur obtint du roi tous les privilèges attachés à la couleur blanche. Tout l'avantage effectif qu'elle en retira, me parut tomber sur les femmes, qui acquirent par là le droit de s'agenouiller, dans les églises, sur des tapis; elles mirent même dans l'usage de cette prérogative, nouvelle

pour elles, une ostentation et un luxe qui ne sont excusables qu'aux yeux de l'orgueil et de la petitesse. Des gens instruits m'assurèrent que cette grâce du roi, quelque cher qu'elle eût coûté n'opéreroit, dans l'opinion publique, aucun changement favorable à cette famille; et qu'aucun de ses membres ne seroit appelé à exercer des fonctions publiques, tant que la couleur décèleroit son origine. Cela prouve combien les préjugés sont indépendans des lois. Ils se forment et se détruisent par le temps, où à l'aide de ces grandes commotions qui bouleversent les idées en bouleversant les têtes.

Alliances entre les personnes blanches et celle de couleur.

Les alliances entre les gens de couleur libre et les blancs, quoique non défendues par les lois, jusqu'à une époque très-récente, n'y sont guère mieux vues qu'ailleurs. Les premières familles blanches portent un soin particulier à éviter ce mélange. Elles sont même, sur ce article, plus scrupuleuses que ne l'ont jamais été les nobles français, qui souvent passaient dans les colonies uniquement pour réparer, par un mariage quelconque, la fortune que les malheurs ou l'inconduite avoient détruite. Dans ces ca

on fouloit aux pieds le préjugé. On prenoit peu garde à la couleur, pourvu qu'elle ne fût pas absolument noire. La richesse suppléoit à tout. On repassoit en France avec sa compagne rembrunie, à laquelle la qualité de créole valoit au moins celle d'européenne. Il est vrai que le mobile de semblables alliances, manque dans les possessions espagnoles, où les gens de couleur sont généralement si pauvres, que les plus aisés ne vivent qu'au jour le jour. Il n'y auroit donc que la beauté, les charmes d'une fille de couleur qui pourroient déterminer un noble espagnol à s'unir légitimement à celle qui ne voudroit, qu'à ce prix, prodiguer ses faveurs. Mais ce n'est pas dans un pays où il y a tant de moyens de satisfaire sa passion, que l'amour peut obtenir de pareils sacrifices. La vertu des filles de cette classe est, d'ailleurs, trop fragile pour résister à la séduction, et leurs facultés trop peu assorties avec leurs idées de luxe, pour préférer la modestie, entourée de privations, à l'intrigue qui les écarte.

Ces motifs ont rendu très-rares les alliances des familles de couleur avec les principales familles espagnoles. En revanche, elles ont été assez communes dans la basse classe des blancs, jusqu'en l'année 1785, qu'une cédula royale exigea

expressément, pour la validité des mariages, le consentement des parens, ou du moins qu'il seroit demandé dans les formes prescrites par les lois, et que la différence des couleurs seroit une raison suffisante pour empêcher le mariage, conformément à la pragmatique de 1776, qui prohibe tout mariage entre des personnes blanches et des personnes de couleur. Le préjugé reprit, par cette disposition, tout l'empire que le temps lui avoit fait perdre.

Les créoles des Canaries étoient ceux qui, jusqu'alors, avoient fait moins de difficultés de se marier avec des femmes de couleur. Depuis cette époque, ils ne sont pas, sur ce point, moins délicats que les autres blancs, et on peut dire, avec vérité, que ces sortes d'unions sont bien loin aujourd'hui d'être fréquentes.

On en voit encore entre des hommes de couleur et des blanches.

Celles que l'on voit encore sont entre des filles blanches et des hommes de couleur. Cette particularité demande une explication, que je ne donne qu'avec répugnance.

Insatisfactions coloniales : Aux sources de l'antagonisme entre « Espagnols européens » et « Espagnols américains »

Représentation adressée par la ville de Mexico au roi D. Charles III en 1771

Représentation adressée par la ville de Mexico au roi D. Charles III en 1771 pour expliquer que les créoles doivent être préférés aux Européens dans la distribution des emplois et charges du royaume », in J. E. Hernandez y Davalos, Historia de la Guerra de Independencia de Mexico, t. I, Mexico, Inehrm, éd. fac-similé, 1985, pp. 427-454.

V. M. a voulu que pour les affaires qui la concernent l'Amérique Septentrionale toute entière n'ait point d'autre voix que celle de cette Très Noble Cité, qui en est la Tête et la Cour. Il n'est point d'objet plus digne d'intérêt, que celui par lequel on essaie de ruiner, avec ses intérêts, son honneur, en blessant l'idée sacrée qu'elle se fait de la loyauté et de l'amour avec lesquels elle reconnaît et vénère V. M. C'est pourquoi l'Ayuntamiento [de Mexico] ne se croira jamais plus obligé qu'aujourd'hui de prendre la parole au nom de tous ces territoires, pour

faire connaître à V. M. l'injustice avec laquelle on tente de les assombrir et de les déshonorer. On s'attriste d'ordinaire de devoir plaider pour son honneur quand le bonheur le plus enviable consiste à en jouir en paix. Mais parfois l'honneur lui-même doit se flatter de devoir se défendre, lorsque ce doit être devant qui, comme V. M., entièrement libre de préjugé, saura apprécier à leur juste valeur les vérités alléguées pour sa défense, surtout quand celles-ci sont telles qu'elles suffiront à convaincre le Monde de l'injustice volontaire qui trouble notre tranquillité.

Le motif de ces protestations, c'est la diffusion parmi les Américains de la nouvelle selon laquelle un Ministre ou un Prélat de ces régions a informé V. M. à peu près en ces termes: "L'esprit des Américains est soumis et faible, il s'apparente à l'abattement; mais si on les élève avec des pouvoirs ou des emplois, ils sont très exposés aux plus grands égarements; C'est pourquoi il convient de les garder soumis, tout en leur confiant des emplois de médiocre importance. Car ni mon sentiment d'humanité, ni mon coeur, ne proposent qu'ils soient dépouillés de faveurs. Mais l'expérience m'a appris qu'il convient de placer devant eux les Européens, dont l'esprit très noble désire le bien de la Patrie et la tranquillité de notre Monarque bien-aimé." Depuis longtemps nous pensions, non sans tristesse, que les grâces et nominations de V. M. se sont faites plus rares que jamais en faveur des Espagnols Américains, non seulement dans le domaine séculier mais aussi dans l'Ecclésiastique, dans lequel jusqu'à présent nous avons reçu de l'attention (...)

En nous fondant sur la confiance que nous avons dans l'inclination de V. M. au bien, nous faisons appel à votre clémence par nos protestations, certains que V. M. voudra bien les entendre avec bienveillance et leur donnera toute l'attention qu'elles méritent, en ordonnant que l'on fasse entendre à la Personne qui aurait informé contre notre honneur dans les termes que nous avons exprimés ou leur équivalent, qu'il ne peut plaire à V. M. que l'on porte ainsi atteinte à l'honneur de toute une Nation comme l'Américaine. Et pour que nous, les Américains, ayons la gloire de servir V. M. en même temps que la consolation de connaître les effets de sa bienveillance, et que ces Royaumes connaissent les progrès qu'ils promettent, que V. M. veuille bien ordonner que les emplois honorables, tant ecclésiastiques que séculiers, qui sont à pourvoir dans ces régions soient confiés à des Espagnols qui y sont nés, et que, même si pour la bonne marche du gouvernement il doit venir un ou deux employés choisis parmi les naturels de l'Europe, les emplois des Indes soient en général pourvus à l'exclusion de ces derniers, de même que ceux de la vieille Espagne le sont avec ses naturels, à l'exclusion totale des Américains. Et pour qu'il en soit ainsi (c'est en cela que consiste l'égalité avec laquelle l'amour de V. M. prend soin de tous ses vassaux dans ses Domaines, même les plus lointains), qu'il soit rappelé aux Vice-Rois, Archevêques, Evêques, et à qui de droit que la Loi du Royaume leur impose d'informer, chaque fois qu'une Flotte, une Armada, des Galions et de nos jours les courriers mensuels leur en donnent l'occasion, du mérite et des qualifications des naturels qui dans ces régions se distinguent dans la carrière qu'ils ont respectivement choisie, et que le Conseil de V. M. (...) prenne soin de faire exécuter cette obligation aux Prélats ou Chefs Séculiers qui en feraient l'omission (...).

MEMORIA AL REY CARLOS III DE ESPAÑA POR EL CONDE DE ARANDA, SOBRE LA INDEPENDENCIA DE LOS TERRITORIOS AMERICANOS

(Después de firmado el tratado de París de 1783)

Señor: Mi amor por la persona augusta de VM., el reconocimiento que le debo por tantas bondades con que ha querido honrarme, y el amor que tengo a mi país, me obligan a comunicar a VM. una idea, a la que doy la mayor importancia en las actuales circunstancias. Acabo de hacer firmar, en virtud de las órdenes y de los poderes de V.M., un Tratado de paz con la Inglaterra. Esta negociación, que según los testimonios lisonjeros y verbales y por escrito de VM. he tenido motivo para creer haberla llevado conforme a sus reales intenciones, ha dejado en mi alma, lo confieso a VM., un sentimiento penoso.

La independencia de las colonias inglesas ha sido reconocida, y esto mismo es para mí un motivo de dolor y de temor. La Francia tiene pocas posesiones en la América, pero hubiera debido considerar que la España, su misma aliada, tiene muchas, y que queda desde hoy expuesta a terribles convulsiones. Desde el principio, la Francia ha obrado contra sus verdaderos intereses, estimulando y favoreciendo esta independencia; muchas veces lo he declarado así a los Ministros de la Nación. ¿Qué podía desear la Francia que el ver destruirse mutuamente a los ingleses y a los colonos en una guerra de partidos, que no podía menos de aumentar su poder y favorecer sus intereses? La antipatía que reina entre la Francia y la Inglaterra cegó al gabinete francés; olvidó que su interés consistía en permanecer tranquilo espectador de esta lucha; y una vez lanzado en la arena, nos arrastró desgraciadamente, en virtud del pacto de familia, a una guerra enteramente contraria a nuestra propia causa.

No me detendré ahora en examinar la opinión de algunos hombres de Estado, así nacionales como extranjeros, como los cuales yo pienso sobre la dificultad de conservar nuestra dominación en la América. Jamás unas posesiones tan extensas, colocadas a tan grandes distancias de la Metrópoli, se han conservado por mucho tiempo. A esta causa, que comprende a todas las colonias, debemos añadir otras especiales para las posesiones españolas, a saber: la dificultad de socorrerlas cuando puedan tener necesidad; las vejaciones de algunos de los gobernadores en los desgraciados habitantes; la distancia de la Autoridad suprema, a las que tienen necesidad de recurrir para que se atiendan sus quejas, lo que hace que se pasen los años antes que se haga justicia a sus reclamaciones; las venganzas a que quedan expuestos de parte de las autoridades locales en este intermedio; la dificultad de conocer la verdad a tanta distancia; por último, los medios que los Virreyes y Capitanes generales, en su calidad de españoles, no pueden dejar de tener para obtener declaraciones favorables a España: todas estas diversas circunstancias no pueden dejar de hacer descontentos a los habitantes de América, y de hacerlos intentar esfuerzos para obtener la independencia, tan luego como se les presente la ocasión.

Sin entrar, pues, en ninguna de estas consideraciones, me limitaré ahora a lo que nos ocupa sobre el rumor de vemos expuestos a peligros, dependientes de la nueva potencia que acabamos de reconocer, en un país donde no existe ninguna otra en estado de contener sus progresos. Esta república federal ha nacido pigmea, por decirlo así, y ha tenido necesidad del apoyo y de la fuerza de dos potencias tan poderosas como la España y la Francia para conseguir su independencia. Vendrá un día en que será un gigante, un coloso terrible en esas comarcas. Olvidará entonces los beneficios que ha recibido y no pensará más que en engrandecerse. La libertad de conciencia, la facultad de establecer nuevas poblaciones sobre inmensos terrenos, así como las ventajas del nuevo Gobierno,

atraerán agricultores y artesanos de todas las naciones; porque los hombres corren siempre tras la fortuna, y en algunos años veremos con mucho dolor la existencia tiránica del coloso de que hablo.

El paso primero de esta potencia, cuando haya llegado a engrandecerse, será apoderarse de las Floridas, para dominar el golfo de Méjico. Después de habernos hecho de este modo dificultoso el comercio con la Nueva España, aspirará a la conquista de este vasto imperio, que no nos será posible defender contra una potencia formidable, establecida sobre el mismo continente y en su vecindad. Estos temores son muy fundados, Señor; deben realizarse dentro de algunos años; si acaso antes no acontecen algunos trastornos, todavía más funestos, en nuestras Américas. Esta manera de ver está justificada por lo que ha acontecido en todos los siglos y en todas las naciones que han comenzado a elevarse. El hombre es el mismo en todas partes; la diferencia de los climas no cambia la naturaleza de nuestros sentimientos; el que encuentra una ocasión de adquirir poder y de engrandecerse, se aprovecha de ella. (...)

V.M. debe deshacerse de todas las posesiones que tiene en el continente de las dos Américas, conservando solamente las Islas de Cuba y Puerto Rico en la parte septentrional, y alguna otra que pueda convenir en la parte meridional, con el objeto de que pueda servirnos de escala de depósito para el comercio español. A fin de llevar a efecto este gran pensamiento de una manera conveniente a España, se deben poner sus Infantes en América; el uno Rey de Méjico, otro Rey del Perú, y el tercero de la Costa Firme. V.M. tomará el título de Emperador. (...)

José Ma CORDERO TORRES (Selec. y anotación), Textos básicos de América, Instituto de Estudios Políticos, Madrid, 1955, pgs. 297-303.

Juan Pablo Viscardo y Guzmán, CARTA A LOS ESPAÑOLES AMERICANOS, (1792)

HERMANOS Y COMPATRIOTAS:

(...) El Nuevo Mundo es nuestra patria, y su historia es la nuestra, y en ella es que debemos examinar nuestra situación presente, para determinarnos, por ella, a tomar el partido necesario a la conservación de nuestros derechos propios y de nuestros sucesores. Aunque nuestra historia de tres siglos acá, relativamente a las causas y efectos más dignos de nuestra atención, sea tan uniforme y tan notoria que se podría reducir a estas cuatro palabras: ingratitude, injusticia, servidumbre y desolación, conviene, sin embargo, que la consideremos aquí con un poco de lentitud.

Cuando nuestros antepasados se retiraron a una distancia inmensa de su país natal, renunciando no solamente al alimento, sino también a la protección civil que allí les pertenecía y que no podía alcanzarlos a tan grandes distancias, se expusieron a costa propia, a procurarse una subsistencia nueva, con las fatigas más enormes y con los más grandes peligros. El gran suceso que coronó los esfuerzos de los conquistadores de América, les daba, al parecer, un derecho que aunque no era el más justo, era a lo menos mejor que el que tenían los antiguos godos de España, para apropiarse el fruto de su valor y de sus trabajos. Pero la inclinación natural a su país nativo les condujo a hacerle el más generoso homenaje de sus inmensas adquisiciones; no pudiendo dudar que un servicio gratuito tan importante dejase de merecerles un reconocimiento proporcionado (...)

Desde que los hombres comenzaron a unirse en sociedad para su más grande bien, nosotros somos los únicos a quienes el gobierno obliga a comprar lo que necesitamos a los precios más altos, y a vender nuestras producciones a los precios más bajos. Para que esta violencia tuviese el suceso más completo nos han cerrado, como en una ciudad sitiada, todos los caminos por donde las otras naciones pudieran darnos a precios moderados y por cambios equitativos, las cosas que nos son necesarias. Los impuestos del gobierno, las gratificaciones al ministerio, la avaricia de los mercaderes, autorizados a ejercer de concierto el más desenfrenado monopolio, caminando todas en la misma línea, y la necesidad haciéndose sentir: el comprador no tiene elección. (...)

Consultemos nuestros anales de tres siglos y allí veremos la ingratitude y la injusticia de la corte de España, su infidelidad en cumplir sus contratos, primero con el gran Colón y después con los otros conquistadores que le dieron el imperio del Nuevo Mundo, bajo condiciones solemnemente estipuladas. Veremos la posteridad de aquellos hombres generosos abatida con el desprecio, y manchada con el odio que les ha calumniado, perseguido, y arruinado. (...) La conservación de los derechos naturales y, sobre todo, de la libertad y seguridad de las personas y haciendas, es incontestablemente la piedra fundamental de toda sociedad humana, de cualquier manera que esté combinada. Es pues una obligación indispensable de toda sociedad, o del gobierno que la representa, no solamente respetar sino aun proteger eficazmente los derechos de cada individuo.

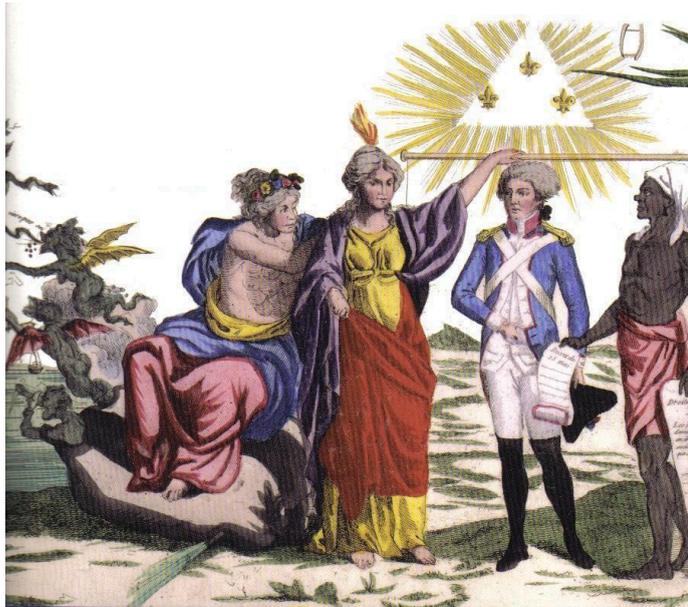
La distancia de los lugares, que por sí misma, proclama nuestra independencia natural, es menor aún que la de nuestros intereses. Tenemos esencialmente necesidad de un gobierno que esté en medio de nosotros para la distribución de sus beneficios, objeto de la unión social. Dependere de un gobierno distante dos, o tres mil leguas, es lo mismo que renunciar a su utilidad; y este es el interés de la Corte de España, que no aspira a darnos leyes, a dominar nuestro comercio, nuestra industria, nuestros bienes y nuestras personas, sino para sacrificarlas a su ambición, a su orgullo y a su avaricia. (...)

Las diversas regiones de la Europa, a las cuales la Corona de España ha estado obligada a renunciar, tales como el reino de Portugal, colocado en el recinto mismo de la España, y la célebre República de las Provincias Unidas, que sacudieron su yugo de hierro, nos enseñan que un continente infinitamente más grande que la España, más rico, más poderoso, más poblado, no debe depender de aquel reino, cuando se halla tan remoto, y menos aún cuando está reducido a la más dura servidumbre.

El valor con que las colonias inglesas de la América, han combatido por la libertad, de que ahora gozan gloriosamente, cubre de vergüenza nuestra indolencia. Nosotros les hemos cedido la palma, con que han coronado, las primeras, al Nuevo Mundo de una soberanía independiente. Agregad el empeño de las Cortes de España y Francia en sostener la causa de los ingleses americanos. Aquel

valor acusa nuestra insensibilidad. Que sea ahora el estímulo de nuestro honor, provocado con ultrajes que han durado trescientos años.

(...) ¡qué agradable y sensible espectáculo presentarán las costas de la América, cubiertas de hombres de todas las naciones, cambiando las producciones de sus países por las nuestras! ¡Cuántos, huyendo de la opresión o de la miseria, vendrán a enriquecernos con su industria, con sus conocimientos, y a reparar nuestra población debilitada! De esta manera la América reunirá las extremidades de la tierra, y sus habitantes serán atados por el interés común de una sola grande familia de hermanos.



« Les

Mortels Sont Égaux, Ce N'est Pas La Naissance, C'est La Vertu
Qui Fait La Différence » (1791). Cliché BNF.

Les révolutions dans le monde atlantique

Lettre de Brissot à Miranda (1792)

Jacques-Pierre Brissot, *J.-P. Brissot mémoires*. Paris : A. Picard et fils, 1912

CLXIII. — BRISSOT A DUMOURIEZ

Paris, 28 novembre 1792

(Rojas, *Miranda*, p. 1-4).

Des fragments de cette lettre ont été donnés, avec quelques variantes, dans la *Biographie Rabbe* (article *Miranda*) (1) et dans les *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'Etat*, t. II, p. 158-159.

Brissot, député à la Convention nationale, au général Dumouriez.

Paris, le 28 nov. 1792.

Je ne vous féliciterai point, mon cher Dumouriez, de vos conquêtes ; vous n'êtes point encore au terme, et je dis de vous, comme on disait de César : *nil actum reputans si quid superesset agendum*. Je l'ai dit aux députés de Francfort : c'est un combat à mort entre la liberté et la tyrannie, entre la vieille constitution germanique et la nôtre ; il faut qu'elle meure, elle est à l'agonie, et il vous est réservé de l'achever. Quel sera ensuite le sort de cette partie de l'Europe ? Que deviendront les Cercles ? Avec les pamphlets allemands et vos baïonnettes, tout s'arrangera. Encore une fois, mon ami, vous êtes prédestiné à aller planter partout l'arbre de la liberté, et c'est une belle mission, tandis que nous languissons ici, en étant obligés de suivre pas à pas ces misérables anarchistes (2).

Vos travaux actuels ne vous ont pas fait oublier, sans doute, nos anciens projets ; pas un Bourbon ne doit rester

(1) L'auteur de l'article dit : « Une lettre que nous avons vue en original ».

(2) C'est-à-dire les Jacobins. Brissot avait été rayé de la Société le 10 octobre, et venait de riposter dans sa véhémence brochure *A tous les républicains de France* (29 octobre).

sur le trône. L'Espagne se mûrit pour la liberté, son gouvernement reprend ses préparatifs, il faut donc faire ses préparatifs pour réussir, ou plutôt pour y naturaliser la liberté. Il faut faire cette révolution et dans l'Espagne européenne, et dans l'Espagne américaine. Tout doit coïncider. Le sort de cette dernière révolution dépend d'un homme ; vous le connaissez, vous l'estimez, vous l'aimez : c'est Miranda. Dernièrement les ministres cherchèrent par qui ils remplaceraient Desparbès à Saint-Domingue. Un trait de lumière m'a frappé ; j'ai dit : nommez Miranda. Miranda d'abord aura bientôt apaisé les misérables querelles des colonies ; il aura bientôt mis à la raison ces blancs si turbulents, et il deviendra l'idole des gens de couleur. Mais ensuite, avec quelle facilité ne pourra-t-il pas faire soulever soit les îles espagnoles, soit le continent américain qu'ils possèdent ? A la tête de plus de 12.000 hommes de ligne qui sont maintenant à Saint-Domingue, de 10 à 15 mille braves mulâtres que lui fourniront nos colonies, avec quelle facilité ne pourra-t-il pas envahir les possessions espagnoles, ayant d'ailleurs une flotte à ses ordres, et lorsque les Espagnols n'ont rien à lui opposer ? Le nom de Miranda lui vaudra une armée ; et ses talents, son courage, son génie, tout nous répond du succès. Mais pour l'obtenir, il n'y a pas un moment à perdre, il faut qu'il parte sur la *Capricieuse*, qui va à Saint-Domingue, il faut qu'il parte avant que l'Espagne pénètre nos vues. Je sais bien que sa nomination va frapper de terreur l'Espagne et confondre Pitt avec sa pauvre politique dilatoire ; mais l'Espagne est impuissante, et l'Angleterre ne remuera pas. Allons toujours en avant, mais soyons justes et généreux.

Les ministres sont tous d'accord sur ce choix ; mais ils craignent que vous ne refusiez de céder Miranda, d'autant plus que vous l'avez choisi pour remplacer Labourdonnaye. Je leur ai dit : vous ne connaissez pas Dumouriez, ses

conceptions sont élevées ; il brûle de voir la révolution du Nouveau-Monde accomplie ; il sait que Miranda est le seul homme capable de la faire, et quoiqu'il ait besoin de lui, il le cédera, parce qu'il saura qu'il est plus utile ailleurs. J'ai promis ce matin à Monge que je vous écrirais, et il m'a donné sa parole qu'il nommerait Miranda gouverneur-général, si vous consentiez à le laisser partir.

Hâtez-vous donc d'envoyer votre consentement. Vous ajouterai-je que notre excellent ami Gensonné est du même avis ? Il vous en écrira demain. Clavière et Petion sont enchantés de cette idée. Ah ! mon cher, qu'est-ce que Alberoni, Richelieu, qu'on a tant vantés ? Qu'est-ce que leurs projets mesquins, comparés à ces soulèvements du globe, à ces grandes révolutions que nous sommes appelés à faire ? Mais il ne faut pas laisser les esprits se tiédir, et il faut que rien ne nous arrête ; j'aime à croire que la révolution de la Hollande ne s'arrêtera pas devant le fantôme d'*illuminés*, et qu'il ne sera pas pour vous le *sta sol*. Ne nous occupons plus, mon ami, de ces projets d'alliance de la Prusse, de l'Angleterre : misérables échafaudages, tout cela doit disparaître. *Novus rerum nascitur ordo*. Je vous dirai qu'une opinion se répand assez ici : c'est que la République française ne doit avoir pour bornes que le Rhin. Les esprits sont-ils disposés de votre côté à cette réunion ? Il faut les y préparer. On nous parle d'une députation des Etats. Elle sera éconduite, la Savoie sera réunie aujourd'hui (3).

Adieu, mon cher Dumouriez, écrivez à Gensonné, ou à

(3) C'est donc en vain que Brissot, dans son *Projet de défense devant le tribunal révolutionnaire* (*Mém.*, t. II, p. 307-309), essaie de soutenir qu'il n'a jamais approuvé les annexions des pays conquis. (Voir cependant les réserves de la lettre qui suit).

Il manque aussi de sincérité lorsqu'il prétend, dans sa *Réponse à Saint-Just* (*Mém.*, t. II, p. 259), n'avoir eu avec Dumouriez, depuis la rupture de juin 1792 « ni correspondance, ni relation particulière ». Cette lettre le prouve assez.

moi, comme vous voudrez, mais dites que vous enverrez Miranda. Je n'ai plus avec Gensonné qu'un désir, c'est de vous aller voir l'an prochain à la tête de votre armée à Ratisbonne ou à Berlin. Je vous embrasse.

[Signé] J.-P. BRISSOT.



Arturo Michelena, « Miranda en la Carraca », Galería de Arte Nacional, Caracas.

Proclamation de Miranda aux habitants du continent Américo-Colombien

Francisco de Miranda, *Diario de viajes y escritos políticos*, H. Sánchez-Barba (ed.). Madrid : Ed. nacional, 1977

CORO A 2 DE AGOSTO DE 1806

Valerosos compatriotas y amigos:

Obedeciendo a vuestro llamamiento, y a las repetidas instancias y clamores de la Patria, en cuyo servicio hemos gustosamente consagrado la mejor parte de la vida; somos desembarcados en esta Provincia de Caracas, la coyuntura y el tiempo nos parecen sumamente favorables para la consecución de vuestros designios; y cuantas personas componen este Ejército son amigos o compatriotas vuestros; todos resueltos a dar la vida si fuese necesario, por vuestra libertad e independencia, bajo los auspicios y protección de la marina británica.

Con estos auxilios podemos seguramente decir, que llegó el día, por fin, en que, recobrando nuestra América su soberana Independencia, podrán sus hijos libremente manifestar al Universo sus ánimos generosos. El opresivo insensato gobierno, que obscurecía estas bellas cualidades, denigrando con calumnias nuestra modestia y carácter, consiguió también mantener su abominable sistema de administración por tres siglos consecutivos; mas nunca pudo desarraigarse de nuestros corazones aquellas virtudes morales y civiles que una religión santa, y un código regular inculcó en nuestras costumbres formando un honesto índole nacional.

Valgámonos, pues, de estas mismas estimables prendas, para que, expelidos los pocos odiados agentes del gobierno de Madrid, podamos tranquilamente establecer el orden civil necesario a la consecución de tan honrosa empresa.—La recuperación de nuestros derechos como ciudadanos y de nuestra gloria nacional como Americanos Colombianos, serán acaso los menores beneficios que recojamos de ésta tan justa, como necesaria determinación.

Que los buenos e inocentes indios, así como los bizarros pardos, y morenos libres crean firmemente, que somos todos conciudadanos, y que los premios pertenecen exclusivamente al mérito y a la virtud, en cuya suposición obtendrán en adelante infaliblemente, las recompensas militares y civiles, por su mérito solamente.

Y si los pueblos holandeses y portugueses pudieron en otro tiempo sacudir el yugo de la opresora España; si los suizos y americanos nuestros vecinos, igualmente consiguieron establecer su Libertad e Independencia, con aplauso general del mundo, y en beneficio de sus habitantes, cuando cada uno de estos pueblos separadamente apenas contaba de dos o tres millones de habitantes, ¿por qué, pues, nosotros, que por lo menos somos 16 millones, no lo ejecutaríamos fácilmente, poseyendo, además de ello, el Continente más fértil, más inexpugnable, y más rico de la Tierra? El hecho es, que todo pende de nuestra voluntad solamente y así como el querer constituirá indudablemente nuestra Independencia, la Unión nos asegurará permanencia y felicidad perpetua: Quiéralo así la Divina Providencia para alivio de nuestros infelices compatriotas: para amparo y beneficio del género humano.

Las personas timoratas, o menos instruidas que quieran imponerse a fondo de las razones de Justicia y de equidad, que necesiten estos procedimientos junto con los hechos históricos que comprueban la inconcebible ingratitud, inauditas crueldades y persecuciones atroces del gobierno español, desde

el momento casi de su descubrimiento, lean la Epístola adjunta de D. Juan Viscardo, de la Compañía de Jesús, dirigida a sus compatriotas; y hallarán en ella irrefragables pruebas, y sólidos argumentos en favor de nuestra causa, dictados por un varón santo, y a tiempo de dejar el mundo, para aparecer ante el Creador del Universo.

Para llevar este Plan a su debido efecto, con seguridad y eficacia, serán obligados los ciudadanos sin distinción de clases, estado, ni color (los Eclesiásticos solamente exceptos, en la parte que no sean designados) de conformarse estrictamente a los artículos siguientes:

I. Toda persona Militar, Judicial, Civil y Eclesiástica que ejerza autoridad comunicada por la Corte de Madrid, suspenderá ipso facto sus funciones y el que las continuase después de la presente publicación, así como el que las obedeciese, será severamente castigado.

II. Los Cabildos y Ayuntamientos en todas las ciudades, villas y lugares ejercerán en el ínterin todas las funciones de gobierno Civiles, Administrativas, y Judiciales con responsabilidad, y con arreglo a las Leyes del País: y los curas párrocos, y de misiones permanecerán en sus respectivas Iglesias y Parroquias, sin alterar el ejercicio de sus Sagradas funciones.

III. Todos los Cabildos y Ayuntamientos enviarán uno, o dos Diputados, al cuartel general del Ejército, a fin de reunirse en Asamblea general a nuestro arribo a la Capital y formar allí un gobierno provisorio que conduzca en tiempo oportuno a otro General y Permanente, con acuerdo de toda la Nación.

IV. Todo Ciudadano desde la edad de 16, hasta la de 55 años, se reunirá sin dilación a este ejército, trayendo consigo las armas que pueda procurarse y si no las tuviese, se le darán en los depósitos militares del ejército; con el grado justamente que convenga a su celo, talento, edad y educación.

V. El ciudadano que tenga la bajeza de hacer causa común con los Agentes del Gobierno Español, o que se hallase con armas en campamento, ciudadela, o fuerte poseído por dicho gobierno, será tratado y castigado como un traidor a su Patria. Si por el empleo que actualmente pueda poseer alguno de ellos, en servicio de la España, creyese su pusilanimidad que el honor le compele a servir contra la Independencia de su patria, serán éstos desterrados a perpetuidad del país.

VI. Por el contrario, todos aquellos que ejerciendo en la actualidad empleos Militares, Civiles o de cualquiera especie, se reuniesen con prontitud bajo los Estandartes de la Patria, recibirán honra y empleo proporcionado al celo y amor del país que hubiesen manifestado en tan importante coyuntura: los soldados, y marineros serán premiados igualmente conforme a su capacidad y celo.

VII. Los depositarios del tesoro público lo pondrán inmediatamente a disposición de los Cabildos y Ayuntamientos, quienes nombrarán sujetos aptos para el manejo, y para suplir al ejército Colombiano cuando sea necesario a su manutención, y operaciones; no solamente en dinero, sino también en provisiones, vestuario, frutos, carruajes, muías, caballos, etc.

VIII. Para precaver toda especie de insulto o agresión de parte de la gente de guerra, y puestos avanzados del ejército, los Magistrados, y Curas Párrocos de las Ciudades, villas, y poblados (bajo su personal responsabilidad) harán fijar la Bandera o insignia de la Independencia Nacional en la parte superior más conspicua de las Iglesias: y los ciudadanos llevarán también en el sombrero la Escarapela que denota ser tales, pues sin ella no serían respetados y protegidos como hermanos.

IX. Esta proclamación será fijada por los curas párrocos, y por los magistrados en las puertas de las Iglesias Parroquiales, y de las Casas del Ayuntamiento para que llegue con brevedad a noticia de todos los habitantes: y así mismo harán leer en las Parroquias, y Casas de Ayuntamientos respectivas una vez al día por lo menos, la carta anteriormente mencionada del C. Viscardo, que acompaña este edicto.

X. Cualquiera impedimento, retardo o negligencia que se oponga al cumplimiento de estos nueve precedentes artículos, será considerada como un grave perjuicio nacional, y castigada inmediatamente con severidad; la salud pública es la Ley Suprema.

Fecha en el Cuartel General de Coro a 2 del mes de Agosto de 1806.

La conspiration de La Guaira de 1797.

Juan Bautista Piccornell, « Ordenanzas », in P. Grases, *Obras*, tome 3, Barcelone, Seix Barral, 1981

En el nombre de la Santísima Trinidad y de Jesús, María y José, Amén:

Los Comandantes de las Provincias de tierra firme de la América Meridional, juntos y congregados en el lugar de N. para tratar y conferenciar sobre los medios que convendría adoptar para restituir al Pueblo Americano su libertad, después de un maduro examen y larga reflexión, entre otras cosas acordaron se observase interinamente por todos los pueblos los artículos siguientes:

1º Entre todos los Habitantes habrá unión, constancia y fidelidad, y todos formarán la firme resolución de morir primero que abandonar la Justicia de esta causa.

2º Siendo esta empresa de un interés común, no será lícito a personal alguna mirarla con indiferencia: al que se hallare que no toma parte en este asunto, será desde luego arrestado y se procederá contra él a lo que hubiere lugar en justicia y el que de algún modo se opusiere, será inmediatamente castigado como enemigo declarado del bien de la Patria.

3º El que a la sobra de esta revolución (hija de la razón, de la justicia y de la virtud) por fines particulares incendiase algunos edificios, ejecutase algún robo, perdiese el respeto o decoro a mujeres, sea de la clase que fuere o extraviase algunos papeles, será inmediatamente castigado con rigor.

4º El soldado o paisano que durante la revolución se distinguiera en cualesquiera acción será seguramente premiado, lo propio el que quedase inhábil y últimamente el que tuviere la desgracia de perecer, su nombre será inmortalizado y su familia recompensada a proporción del mérito que hubiese contraído.

(...)

8º Como en el número de los sujetos que compondrán estas Juntas no podrán ser incluidos todos los que son hábiles para esta empresa, se convida a todos los ciudadanos a suministrar por escrito a dichas Juntas todas las luces que puedan contribuir al buen éxito del asunto.

(...)

10. Será del cargo de las mismas Juntas nombrar sujetos conocido desinterés y probidad que recauden y lleven cuenta y razón de los diezmos hasta que la Junta arregle este punto.

11. Todos los eclesiásticos, Iglesias y Comunidades de Religiones, y Religiosas gozarán sus rentas como antes de la Revolución; pero si cualquiera contra las divinas Doctrinas del Evangelio y Sagrados Libros, predicase, exhortase, difundiese papeles o hiciere otros actos contra la felicidad general, despojándose de su carácter de Ministro espiritual para hacerse un defensor de la tiranía, será tratado como un traidor de la Patria y castigado con el rigor de las leyes.

12. Cualquiera Eclesiástico seglar o regular que poseído de las sanas máximas de esta causa común que recurre al Pueblo en defensa de sus derechos, contribuyere con su persona, bienes y talento a

consolidar el establecimiento de la Independencia, merecerá la aprobación y concepto del Gobierno para ser empleado, remunerado y premiado.

13. Serán tratados con respeto y veneración los templos, las imágenes de Jesucristo, de María Santísima y los Santos, y todos los sacerdotes contra los cuales, cualesquiera insulto será castigado con rigor.

14. La siembra y venta del tabaco será libre, desde el mismo acto de la Revolución de cualquier pueblo: serán igualmente libres de todo derecho los comestibles de pan, arroz, ministras, raíces, verduras, frutas, etc. y las demás especies de rentas y tributos quedarán en el mismo pie actual, con la rebaja de la cuarta parte hasta la determinación de la Junta General.

15. Queda igualmente abolido el derecho que con el nombre de Composición pagaban al Rey de España todos nuestros mercaderes, bodegueros y pulperos y también el derecho de Alcabalas que pagaban todos los que compraban efectos en los almacenes de nuestros comerciantes para el consumo de las tierras adentro. La razón de establecer este artículo es porque los multiplicados pagamentos de Alcabalas de Rentas y de un mismo derecho, sobre una misma cosa, sólo sirve de aumentar su valor a beneficio del que los impuso y perjuicio general del público y de embarazar por este medio el consumo y el comercio que debe ser tan libre como el aire.

(...)

17. Además de los expresados objetos tomarán cuantas providencias juzguen de luego conveniente para asegurar más y más el acto de la Independencia que será declarada en la ciudad de N. para cuyo efecto desde ahora se señala como lugar más proporcionado y se convoca y convida a todas las Provincias, Comandancias, Corregimientos, etc., a que dentro del término de dos meses contados desde la publicación de estos artículos, envíen sus Diputados con amplios poderes para la declaración de la Independencia, establecimiento del Gobierno General interino del Estado, y particular de cada Pueblo y Provincia.

18. Todos nuestros pueblos y radas estarán abiertas para todas las naciones del Mundo desde el principio de la Revolución guardando con ellas la mayor armonía y conservando la más exacta neutralidad con las Potencias Beligerantes.

19. Desde el acto de la Revolución se conceden tres meses a nuestros comerciantes para que avisen a sus correspondientes de España, que pasado dicho término, sus efectos no serán admitidos hasta el reconocimiento de nuestra Independencia por S.M.C.

20. Todas las embarcaciones de mercantes españoles que arribaren en nuestros puertos dentro de los referidos tres meses, serán admitidas con las precauciones que juzguen convenientes, pero todo barco perteneciente a S.M.C. será detenido y de ello se dará parte a la Junta General para providenciar lo necesario.

21. No se permitirá extraer de nuestras Provincias oro ni plata alguna; en cambio de las mercancías extranjeras se darán las nuestras: sólo los efectos de guerra que suministrasen al Pueblo Americano las Naciones Extranjeras serán satisfechos en dinero efectivo, o en géneros del País, que saldrán libres de derechos por esta sola circunstancia.

22. El retorno de las embarcaciones del comercio de España con frutos del País se decidirá en la Junta General con presencia de los perjuicios que de él puedan resultar a nuestros comerciantes según las consecuencias hostiles que hubiese producido sobre sus intereses en dicha Península nuestra Independencia.

(...)

27. No obstante que parece imposible que soldado alguno de las Milicias actuales de la América quiera seguir el partido de la tiranía, servir de instrumento de la opresión de su misma Patria, hermanos, parientes, amigos y paisanos, con todo, como no ignoramos que no faltarán superiores malvados y almas bajas que los induzcan a semejante atentado y vileza, les prevenimos, que a la hora en que sea cogido alguno con las armas en la mano contra su Patria, será castigado con el mayor rigor sin que le valga excusa alguna.

28. El Oficial, Sargento o Cabo que de alguna manera impidiese que los soldados se unan inmediatamente al Pueblo para defender la causa común, será declarado por enemigo de la Patria y por descontento castigado.

(...)

32. Se declara la igualdad natural entre los habitantes de las Provincias y distritos y se encarga que entre blancos, indios, pardos y morenos, reine la mayor armonía, mirándose como hermanos en Jesucristo iguales por Dios, procurando aventajarse sólo uno y otros en méritos y virtud que son las dos únicas distinciones reales y verdaderas que hay de hombre a hombre y habrá en lo sucesivo entre todos los individuos de nuestra República.

33. Por razón de la misma igualdad queda abolido el pago del tributo de los Indios naturales con que denigrativamente los tenía marcados y oprimidos el Gobierno tirano, que se lo impuso sobre las tierras que les usurpó con la fuerza y será uno de los cuidados del nuestro, darles la propiedad de las que poseen o de otras que les sean más útiles, proporcionándoles el medio para que sean tan felices como los demás ciudadanos.

34. Queda desde luego abolida la esclavitud como contraria a la humanidad: en virtud de esta providencia, todos los amos presentarán a la Junta Gubernativa de sus respectivos pueblos cuando Esclavos hubiesen con una razón jurada de sus nombres, Patria, edad, sexo, oficio, coste que le tuvo, y años que le sirve, con más una nota de su conducta y achaques, si los tuviere, para que en su vista en la Junta General se determine y mande abonar a sus respectivos dueños de los fondos públicos lo que merezcan en justicia.

35. Los amos que en esta parte fuesen omisos, y dieren lugar a que sus Esclavos se presenten por sí solos a la Junta Gubernativa, perderán su importe, siempre que no lo hayan excentado después de tres días del establecimiento de esta Junta.

36. Todos estos nuevos Ciudadanos harán el juramento de fidelidad a la Patria y de servir los varones aptos en la Milicia hasta tanto que esté asegurada la libertad del Pueblo, siempre que lo pidan las circunstancias, en el ínterin a fin de que en la agricultura no permanezca el menor menoscabo, permanecerán los agricultores Esclavos o Criadores con sus respectivos amos antiguos, siempre que se les abonen sus justos jornales y se les dé el trato correspondiente, a fin de evitar cualesquiera exceso por una y otra parte, ningún criado Esclavo o nuevo Ciudadano de esta naturaleza podrá despedirse de su amo sin justa causa aprobada por uno de los individuos de la Junta Gubernativa, que será nombrado por el juez de estas causas.

37. Asegurada la libertad de la Patria se licenciarán a estos nuevos Ciudadanos y se les darán todos los auxilios que se juzguen necesarios para su regular establecimiento.

38. En todos los Pueblos se procurarán introducir a todos los habitantes desde la edad de diecisiete años hasta cuarenta años, en el manejo de armas, y principales evoluciones desde el mismo acto de la Revolución, y se procurará mantener en pie un cierto número de gente armada para ocurrirá la mayor necesidad.

(...)

44. En señal de la buena unión, concordia e igualdad que ha de reinar constantemente entre todos los habitantes de la Tierra Firme, será la divisa una escarapela cuatricolor, a saber: Blanca, Azul, Amarilla y Encarnada.

Significación de los cuatro colores:

Los cuatro colores de sus reunidos patriotas que son Pardos, Negros, Blancos, Indios.

La reunión de las cuatro provincias que forman el Estado: Caracas, Maracaibo, Cumaná y Guayana.

Los cuatro fundamentos del derecho del hombre son igualdad, libertad, propiedad y seguridad



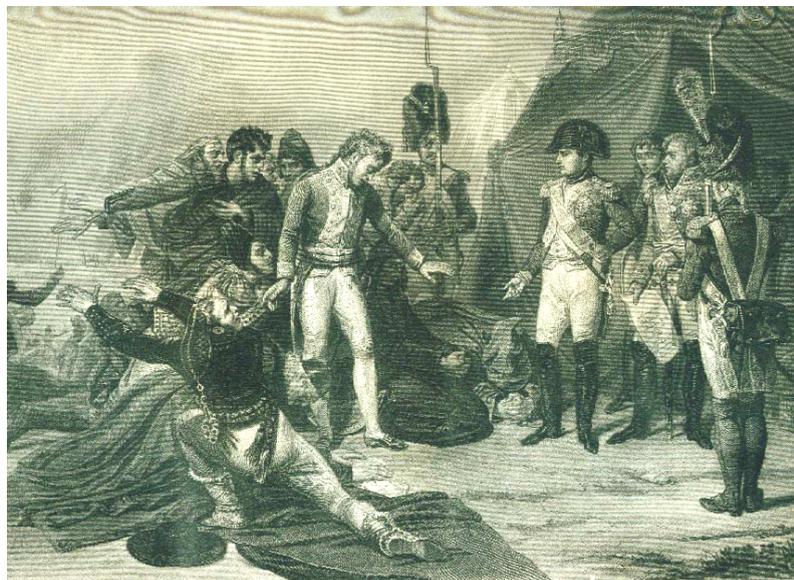
À cette entreprise,
Tous, nous prenons part,
Unissons-nous,
Comme des bons frères.
Aimable fraternité,
Serre dans tes bras,
Les nouveaux habitants :
Indiens, Noirs et Pardos.

Reconstruction du drapeau de la conspiration *Que seule vive le peuple !* (Bis)
de La Guaira de 1797.

Manuel Cortés,
Chanson américaine
(La Guaira, Venezuela, 1797)

<p>Todos en esa empresa, Somos interesados, Unámonos al punto Como buenos hermanos. Fraternidad amable Estrecha entre tus brazos Los nuevos Pobladores: Indios, Negros y Pardos.</p> <p>Viva tan sólo el Pueblo (Bis)</p> <p><i>Canción Americana, 1797</i></p> <p>Bailen los sin camisas y viva el son, bailen los sin camisas y viva el son del cañón. I Yo que soy un sin camisa un baile tengo que dar y en lugar de guitarras, cañones sonarán. II Si alguno quiere saber por que estoy descamisado, porque con los tributos el rey me ha desnudado. III No hay exceso ni maldad que el rey no haya ejecutado no hay fuero, no hay derecho que no haya violado. IV Todos los reyes del mundo son igualmente tiranos y uno de los mayores es ese infame Carlos.</p>	<p>Los Blancos, los Negros, Los Indios y Pardos, Conozcamos todo Que somos hermanos, Que a todos nos une Un interés mismo, Para hacer la guerra Contra el despotismo.</p> <p>Viva nuestro Pueblo (Bis)</p> <p><i>Soneto Americano, 1797</i></p> <p>VII Los sanculotes en Francia al mundo hicieron temblar, mas los descamisados no se quedarán atrás. VIII De la ira americana ya podéis temblar, tiranos, que con los sin camisas vuestra hora ha llegado. <i>(Chorus) (Instrumental)</i> IX Cuando por la libertad algún pueblo ha peleado, no hay ejemplo ninguno de haber sido humillado. X Dios protege nuestra causa, Él dirige nuestro brazo que el rey con sus delitos su justicia ha irritado. XI Florecerán nuestras artes, comercio y agricultura</p>
---	---

<p>V Todos ellos a porfía nos tiranizan furiosos, son crueles, son avaros, son soberbios y orgullosos.</p> <p>VI Pero no tardaran mucho en recibir su castigo, porque ya los sin camisas afilan sus cuchillos.</p>	<p>y viviremos todos en la paz más segura.</p> <p>XII La fraternidad a todos con sus frutos ligara y el fruto de su industria cada uno logrará.</p> <p><i>Carmañola Americana, 1797</i></p>
--	--



*Capitulation de Madrid 4.Décembre 1808 Gravure sur cuivre.
 Paris c.1830*

La Junte Centrale permet la représentation américaine (1809)

LA JUNTE CENTRALE ET LES AMERICAINS

Le Roi, notre seigneur, D. Ferdinand VII, et en son royal nom la Junte Suprême centrale du gouvernement du Royaume, considérant que les vastes et précieux domaines que l'Espagne possède dans les Indes ne sont pas à proprement parler des Colonies ou des Factoreries comme celles des autres Nations, mais une partie intégrante de la Monarchie espagnole et désirant resserrer d'une façon indissoluble les liens sacrés qui unissent les uns et les autres domaines, ainsi que répondre à l'héroïque loyauté et patriotisme dont ils viennent de faire preuve à l'égard de l'Espagne [...] a décidé que les royaumes provinces et îles qui forment lesdits domaines doivent avoir une représentation nationale immédiate à sa Personne Royale et faire partie de la Junte centrale de gouvernement du Royaume, au moyen de leurs représentants. Pour mettre en application cette décision royale, les vice-royautés de Nouvelle-Espagne, du Pérou, du Nouveau Royaume de Grenade et de Buenos Aires et les capitaineries générales indépendantes de l'île de Cuba, de Porto-Rico, du Guatemala, du Chili,

et des provinces du Venezuela et des Philippines] doivent nommer chacune un individu en représentation de leur circonscription respective. Par conséquent, V.E. disposera pour votre vice-royauté que dans les capitales, chef lieu de partido (district), [...] les ayuntamientos nomment trois individus d'honnêteté notoire, de talent et d'instruction, exempts de toute tache qui pût ternir leur réputation. V.E. fera connaître aux ayuntamientos qu'ils doivent procéder à l'élection de ces individus avec une exactitude rigoureuse, en s'abstenant absolument de l'esprit de parti qui règne habituellement dans ces cas; qu'ils ne regardent que le strict mérite de la justice, tel qu'il s'exprime dans les qualités qui constituent un bon citoyen et un patricien zélé [...]

Une fois que V.E. aura reçu les procès-verbaux des individus désignés [...] par la capitale et les autres villes de la vice-royauté, le "Réal Acuerdo"¹ désignera [...] parmi eux trois individus [...] dont les noms seront tirés au sort; celui qui sera désigné par ce procédé sera nommé député de ce royaume et membre de la Junte Suprême centrale du gouvernement du Royaume, avec résidence en cette Cour.

Immédiatement après les ayuntamientos de votre capitale et des autres capitales rédigeront leurs pouvoirs et instructions respectifs dans lesquels ils exposeront les sujets d'intérêt national qu'il veulent promouvoir

"Réal Orden" de la Junte Centrale, Séville 22 janvier 1809.

Acte du cabildo de Mexico du 19 juillet 1808 (1808)

F.Tena Ramírez, *Leyes fundamentales de Mexico. 1808-1967*, Mexico, 1967, pp. 7-14.

[...] On décida que le premier souci de cette Noble Cité, comme Métropole et Tête du Royaume, devait être de le mettre à l'abri de toute surprise et assaut. Étant donné que le seigneur Charles IV et le prince des Asturies sont en France et que le Royaume n'a pas nommé jusqu'à maintenant personne de la branche espagnole de la famille royale des Bourbons, [...] il convient que cette Noble cité présente à son Excellence le vice-roi cette demande afin de lui faire connaître quelle est la volonté et résolution du royaume telles qu'elles se manifestent par la voix de sa métropole, en attendant que les autres cités, villes et états ecclésiastique et noble puissent être réunis dans la capitale.

[...] La très noble, très loyale et impériale cité de Mexico, métropole de l'Amérique septentrionale, a lu avec le plus grand étonnement les tristes nouvelles apportées par les gazettes de Madrid des 13, 16 et 20 mai. Elle voit la puissante Monarchie espagnole portant le deuil, plongée dans la douleur et remplie d'angoisse, parce que le bras exterminateur des Rois a arraché de son trône son souverain légitime, le seigneur Charles IV et son très aimable fils, le très haut et royal prince des Asturies [...] et elle pleure, comme tous les autres royaumes le malheureux sort de l'auguste et royale famille qui faisait ses délices.

[...] Revenue de cette sombre extase [la Cité] fait part à votre excellence [le Vice-roi] qu'elle soutiendra avec la plus grande énergie le serment de fidélité qu'elle a prêté sa Majesté Charles IV en hissant sa bannière [...] L'obligation sacrée que cet hommage comporte est gravée dans les coeurs de ses habitants et ni la puissance, ni la force, ni la fureur ni la mort elle-même ne sont suffisantes pour l'effacer.

Cette funeste abdication est involontaire, forcée, et comme elle a été faite dans un moment de conflit, elle est sans aucun effet par rapport aux très respectables droits de la Nation. Elle

la dépouille de la régale la plus sacrée qui lui correspond. Personne ne peut lui nommer un Souverain sans son consentement et celui de tous ses peuples. Ce consentement suffit pour acquérir le Royaume d'une façon digne lorsqu'il n'y a pas de successeur légitime d'un Roi qui vient de mourir naturellement ou civilement.

Elle suppose une véritable aliénation de la Monarchie au profit d'une personne dépourvue du droit pour l'obtenir. Elle est contraire au serment qu'a prêté sa Majesté Charles IV lors de son couronnement de ne pas aliéner l'ensemble ou une partie de ses domaines, ces domaines qui lui ont prêté obéissance. [...] L'abdication non volontaire et violente de sa Majesté Charles IV et de son fils le prince des Asturies, faite en faveur de l'Empereur des Français, pour que celui-ci désigne une autre dynastie pour gouverner le royaume, est nulle et non avenue, parce qu'elle va contre la volonté de la Nation qui a appelé la famille des Bourbons comme descendants par les femmes de ses anciens Rois et Seigneurs.

[...] Par absence ou empêchement [des successeurs] la souveraineté réside dans la représentation de tout le Royaume et des classes qui les composent, plus particulièrement dans les Tribunaux supérieurs qui le gouvernent et qui administrent la justice, et dans les corps qui portent la voix publique.

Manifiesto de la Junta de Caracas a los Cabildos de América [1810]

Convencidos los leales habitantes de esta capital de que por las pérfidas artes del usurpador de Francia, y por la fuerza enorme de sus ejércitos se hallaba la Península en un estado de desesperación y desorden, que no permitía la menor esperanza de salud; poseído de una justa desconfianza con respecto al Gobierno central que habiéndose arrogado en su más alta extensión todas las funciones de la soberanía había abusado de ellas, no menos escandalosamente que el despótico ministerio de Carlos IV contra el cual había declamado con tanta vehemencia y previendo que los dominios americanos se hallarían expuestos a no menores males, si bajo la égida de un gobierno que mereciese la confianza pública no trataban de atender por sí mismos a su conservación y a contrarrestar los planes que parecen haberse formado para la dominación de América por los ilegítimos representantes de la soberanía española; creyeron con unanimidad que había llegado el momento en que desahogando iguales sentimientos a los que manifestaron el memorable 15 de julio de 1808, diesen a sus hermanos habitantes del nuevo hemisferio otro testimonio ilustre de su acendrada fidelidad al soberano, tomando las medidas necesarias para asegurarle estos dominios y colocarse sobre un pie respetable de unión y de fuerza para reclamar, a nombre de la justicia y de la razón, aquella inestimable fraternidad con nuestros conciudadanos de Europa que nunca ha existido sino en el nombre, y que jamás podrá consolidarse sobre otra base que la igualdad de derechos.

Si el pueblo español ha creído necesario recobrar sus antiguas prerrogativas y la augusta representación nacional de sus cortes para oponer una barrera a la desordenada y progresiva arbitrariedad del ministerio; si los males de una larga opresión, que había dilapidado las rentas públicas, proscrito la virtud y el mérito, y casi degradado el noble carácter español, les prescribieron imperiosamente la generosa resolución de recobrar su libertad interior, al mismo tiempo que, amenazados por el poder colosal de Francia, trataban de asegurar su independencia política; ¿por ventura América ha sufrido con menos fuerza los efectos de aquel despotismo en todos los ramos de su prosperidad, en su población, en los derechos personales de sus ciudadanos y en los de la gran comunidad americana? ¿Y será suficiente para precaverlos una representación incompleta, parcial y solamente propia para alucinar a los que no hayan leído visiblemente en su conducta de mucho tiempo a esta parte el plan sobre que han concentrado sus miras, que es el reinar en América?

Iguales son nuestros motivos para imitar las nobles tentativas de nuestros hermanos de Europa, que hasta ahora no hemos hecho más que admirar, igual es la justicia que nos asiste, igual la energía con que debemos vindicar nuestros derechos ultrajados; y si los pueblos de América española proceden con el debido acierto y unanimidad, el éxito será diferente, y los peligros desaparecerán. Será inútil repetir a vuestra señoría los hechos demasiado públicos que harán memorable para siempre el 19 de abril de este año; la concordia con que todas las clases concurrieron a un solo fin; y la facilidad con que sin derramar una gota de sangre tomaron la actitud resuelta que conviene a un pueblo penetrado de su dignidad y de su justicia.

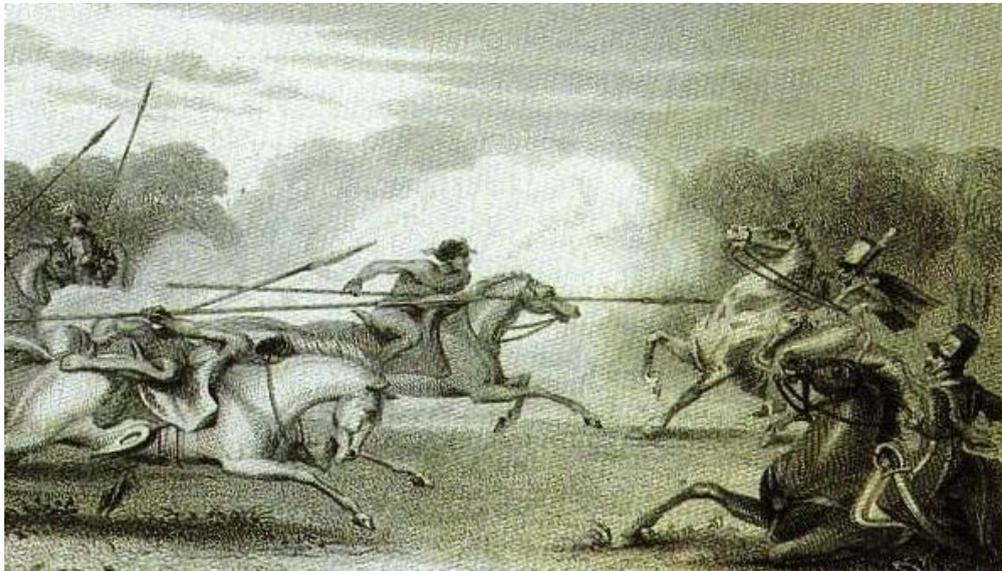
Caracas debe encontrar imitadores en todos los habitantes de América, en quienes el largo hábito de la esclavitud no haya relajado todos los muelles morales; y su resolución debe ser aplaudida por todos los pueblos que conserven alguna estimación a la virtud y al patriotismo ilustrado.

Vuestra señoría es el órgano más propio para difundir estas ideas por los pueblos a cuyo frente se hallará, para despertar su energía, y para contribuir a la grande obra de la confederación americana española. Esta persuasión nos ha animado a escribirle, exhortándole encarecidamente, a nombre de la patria Común, que no prostituya su voz y su carácter a los injustos designios de la arbitrariedad. Una es nuestra causa, una debe ser nuestra divisa: fidelidad a nuestro desgraciado monarca; guerra a tu tirano opresor; fraternidad y constancia.

Dios guarde a V. S. muchos años.

Caracas, 27 de abril de 1810.

*José de las Llamosas.
Martín Tovar Ponte.*



« Lancers of the Plains of Apure, attacking Spanish troops », Museo Nacional de Colombia (Bogotá)

GUERRA A MUERTE

Arrêt de « Guerre à mort » de Nicolás Briceño dans les Mémoires du General Pablo Morillo, plus un fragment de cet ouvrage sur la participation des Milices des Pardos dans l'armée royaliste.

cordes avait désolé Vénézuéla; que la haine, les vengeances et le ressentiment des partis avaient causé des réactions, et fait couler des torrents de sang; enfin, que l'on continuait avec le plus grand acharnement *la guerre à mort*: la guerre barbare, scandaleusement proclamée par les dissidens, en des termes qui inspirait la plus vive indignation. Voici ce honteux monument de leurs fureurs :

« AU NOM DU PEUPLE DE VÉNÉZUÉLA.

« Les propositions suivantes sont faites pour entreprendre une expédition de terre, dans le but de délivrer ma patrie du joug infâme qui pèse sur elle : je les remplirai avec exactitude et fidélité; car la justice les dicte, et un résultat important doit les suivre.

« 1°. Seront admis à faire partie de l'expédition tous les créoles et étrangers qui viendront se présenter; leurs grades leur seront conservés; ceux qui n'ont point encore servi obtiendront des grades correspondans aux emplois civils qu'ils ont occupés, et dans le cours de la campagne chacun aura un avancement proportionné à sa valeur et à ses talens militaires.

« 2°. Comme le but principal de cette guerre est de détruire à Vénézuéla la race maudite des Espagnols d'Europe, sans excepter les in-

sulaires des Canaries, tous les Espagnols sont exclus de cette expédition, quelque bons patriotes qu'ils paraissent, puisque aucun d'eux ne doit être laissé vivant. Nulle exception, nul motif ne saurait être admis. Comme alliés des Espagnols, les officiers anglais ne pourront être reçus que du consentement de la majorité des officiers nés dans le pays.

« 3°. Les propriétés des Espagnols d'Europe enclavées dans le territoire délivré seront divisées en quatre parts; l'une pour les officiers qui feront partie de l'expédition et qui auront assisté à la première affaire: la répartition s'en fera également, sans égards pour le grade. Le second quart appartiendra aux soldats indistinctement. Le reste reviendra à l'état. Dans les cas douteux la majorité des officiers présents décidera la question.

« 4°. Les officiers qui se joindront à nous après la première action pourront, du consentement des autres officiers, être admis au partage des propriétés conquises dans la suite.

« 5°. Les propriétés des naturels du pays seront respectées, et n'entreront point dans ce partage. Si le gouvernement les juge traîtres à la patrie, la confiscation de leurs biens sera tout entière au profit de l'état.

« 6°. Pour remplir exactement ces condi-

tions, les biens seront répartis sur-le-champ dans chaque ville où entreront les troupes républicaines, sans autre délai que celui que la poursuite de l'ennemi pourrait nécessiter. Les meubles que l'on ne saurait ni emporter ni séparer facilement, seront vendus aux enchères. L'état s'emparera des troupeaux et de toute espèce de vivres. S'ils proviennent d'Espagnols européens, la moitié de leur juste valeur retournera au profit de l'armée.

« 7°. Les armes et munitions prises sur l'ennemi seront remises à l'état pour une somme modérée, que l'on répartira conformément à l'article 3. L'état se chargera de monter les cavaliers, en se réservant la propriété des chevaux. Les armes et munitions prises dans le combat appartiendront exclusivement à l'état.

« 8°. Si un officier ou soldat est jugé digne d'une récompense en argent pour quelque action distinguée, la masse commune en fera les frais. Hors ce seul cas, il n'y sera point touché.

« 9°. Pour avoir droit à une récompense ou à un grade, il suffira de présenter un certain nombre de têtes d'Espagnols d'Europe ou d'insulaires des Canaries. Le soldat qui présentera vingt têtes sera fait enseigne en activité; trente têtes vaudront le grade de lieutenant; cinquante, celui de capitaine, etc., etc.

« 10°. La solde sera payée tous les mois. Le tableau ci-dessous montre combien elle sera forte (1) :

« 11°. En sus de la solde il sera donné par jour une ration aux soldats, deux aux lieute-

(1) Colonel,	230 piastres.
Lieutenant-colonel,	150
Major,	100

Compagnie de fusiliers.

Capitaine,	66 piastres.
Lieutenant,	44
Enseigne,	30
Sergent-major,	18 et 6 réaux.
Sergent en second,	15
Caporal,	11 et 2 id.
Tambour,	11 et 2 id.
Soldat,	7 et 4 id.

Compagnie d'artillerie.

Capitaine,	80 piastres.
Lieutenant,	50
Sous-lieutenant,	38
Sergent-major,	22 et 4 id.
Sergent en second,	16 et 7 id.
Tambour,	13 et 3 id.
Soldat,	9 et 3 id.

Les compagnies de carabiniers et de cavalerie seront soldées comme l'artillerie; seulement la cavalerie aura chaque jour deux réaux par cheval, et un capitaine-commandant à 100 piastres par mois.

naus et enseignes, trois aux capitaines, quatre aux majors et aux lieutenans-colonels, cinq aux colonels. Chaque ration sera d'une livre de viande, d'une livre de pain et d'un quart de rhum ou de *guarapo* (1), quand on pourra s'en procurer. Celui qui ne prendra pas sa ration aura droit à deux réaux d'indemnité.

Nota. Les officiers n'auront droit aux rations qu'autant que l'abondance régnera dans les magasins.

« 12°. Chaque officier pourra prendre à son service un homme de sa compagnie, mais sans dispense pour ce soldat d'aller au feu.

« 13°. Un à compte modéré sera délivré à celui qui en aura besoin pour entrer en campagne.

« 14°. L'officier ou soldat qui manquera au devoir de la subordination sera sévèrement puni. Quiconque, dans un combat, aura tourné le dos à l'ennemi, ou adressé à ses compagnons d'armes des paroles décourageantes, pourra être mis à mort sur-le-champ, d'après l'ordre d'un officier, sinon il sera jugé par un conseil de guerre.

« 15°. Une fois sortis de la ville, tous les officiers et soldats seront entretenus et défrayés. Des moyens de transport leur seront fournis par terre et par eau.

1 Sirop de sucre fermenté.

« Cartagena de Indias, 16 janvier 1813, an 3 de l'indépendance.

« ANTONIO NICOLAS BRICENO. »

« Nous soussigné (1), ayant lu lesdites propositions acceptons, et signons le présent pour se conformer en tout, selon ci-desus écrit; en foi de quoi nous mettons de propre volonté, et de notre main, nos signatures :

« ANTOINE RODRIGO, *cap. de carabiners.*

« JOSEPH DEBRAINE.

« LUIS MARQUIS, *lieutten. de cavallerie.*

« GEORGE H. DELON.

« B. HENRIQUEZ, *l. caz.* (lieutenant de chasseurs).

« JUAN-SILVESTRE CHAQUEA.

« FRANCISCO DE PAULA NAVAS. »

Le terrible droit de représailles autorisait le parti espagnol à exercer quelque temps après les mêmes rigueurs : il se contenta de répondre par un manifeste, dont je me borne à donner un extrait.

« Les *Ayuntamientos* (2), députations et con-

(1) Ce passage étant imprimé en français dans l'original on a cru devoir le conserver avec toutes ses fautes d'orthographe et de langue.

(2) Municipalités.

avait paru dans les environs avec quelques cavaliers. Cette nouvelle ne m'empêcha pas de laisser à mes troupes le temps de réparer leurs forces, et dans la soirée nous reprîmes la route de Camaragua, où nous arrivâmes après minuit en marchant par des terrains coupés de collines de ravins et de vallons.

Le lendemain, dans la soirée, nous sortîmes de Camaragua, et nous arrivâmes à minuit à San-Francisco, d'où plusieurs officiers furent envoyés dans diverses directions pour ranimer l'esprit public, et pourvoir aux besoins de l'armée.

Le 21, nous atteignîmes San-Sébastien de los Reyes, où je donnai aux troupes un jour de repos. Nous fûmes ensuite rejoints dans notre marche par le brigadier la Torre, qui arrivait de Caracas avec deux cents hommes d'un bataillon de milices *Pardos* (1) de cette capitale, quatre compagnies du régiment de Burgos, et une vingtaine de hussards qui l'avaient pu rejoindre après l'affaire de Calabozo. Le brigadier don Juan de Aldama nous atteignit presque au même moment; il amenait de San-Carlos cent cinquante miliciens du régiment de Valencia.

(1) L'un des noms donnés dans le pays aux descendants des Indiens.

Le lendemain, l'armée entra dans la ville de Cura. Je la passai sur-le-champ en revue avec tout l'appareil possible. Malgré une marche forcée et plusieurs rencontres avec l'ennemi, les troupes déployèrent un état de forces assez imposant pour démentir les fausses nouvelles qu'une terreur panique avait propagées. Le bruit de notre défaite entière avait couru avec mille autres impostures, et nos pertes avaient été prodigieusement exagérées. Les habitants rentrèrent avec joie dans leurs foyers, et firent de nombreux sacrifices en faveur des troupes dont la tenue brillante relevait leurs espérances.

L'armée réunie séjourna à Cura jusqu'au 25 : je désignai alors les cantonnements des différents corps. Les bataillons de Navarre se portèrent sur Valencia, celui de l'Union vers Turmero, celui de Castille sur la Victoria, et les hussards sur la Quinta. Les bataillons de *Pardos* de Caracas et de milices de Valencia restèrent à Cura : le bataillon de l'Union revint trois jours après à Valencia.

Je venais d'apprendre que l'ennemi se repliait sur Calabozo, et j'avais pris toutes ces dispositions dans le double but de donner du repos à mes troupes, et surtout d'attendre celles que commandait le colonel Calzada. Je

DECRETO DE GUERRA A MUERTE

Simón Bolívar, Brigadier de la Unión, General en Jefe del Ejército del Norte, Libertador de Venezuela.

A sus conciudadanos Venezolanos:

Un ejército de hermanos, enviado por el Soberano Congreso de la Nueva Granada, ha venido a libertaros, y ya lo tenéis en medio de vosotros, después de haber expulsado a los opresores de las Provincias de Mérida y [Trujillo](#).

Nosotros somos enviados a destruir a los españoles, a proteger a los americanos y establecer los gobiernos republicanos que formaban la Confederación de Venezuela. Los Estados que cubren nuestras armas están regidos nuevamente por sus antiguas constituciones y magistrados, gozando plenamente de su libertad e independencia; porque nuestra misión sólo se dirige a romper las cadenas de la servidumbre que agobian todavía a algunos de nuestros pueblos, sin pretender dar leyes ni ejercer actos de dominio, a que el derecho de la guerra podría autorizar

Tocados de vuestros infortunios, no hemos podido ver con indiferencia las aflicciones que os hacían experimentar los bárbaros españoles, que os han aniquilado con la rapiña y os han destruido con la muerte; que han violado los derechos sagrados de las gentes; que han infringido las capitulaciones y los tratados más solemnes; y en fin han cometido todos los crímenes, reduciendo la República de Venezuela a la más espantosa desolación. Así, pues, la justicia exige la vindicta, y la necesidad nos obliga a tomarla.

Que desaparezcan para siempre del suelo colombiano los monstruos que lo infestan y han cubierto de sangre; que su escarmiento sea igual a la enormidad de su perfidia, para lavar de este modo la mancha de nuestra ignominia y mostrar a las naciones del universo que no se ofende impunemente a los hijos de América.

A pesar de nuestros justos resentimientos contra los inicuos españoles, nuestro magnánimo corazón se digna, aún, a abrirles por última vez una vía a la conciliación y a la amistad; todavía se les invita a vivir entre nosotros pacíficamente, si detestando sus crímenes y convirtiéndose de buena fe, cooperan con nosotros a la destrucción del gobierno intruso de la España y al restablecimiento de la República de Venezuela.

Todo español que no conspire contra la tiranía en favor de la justa causa por los medios más activos y eficaces, será tenido por enemigo y castigado como traidor a la patria, y por consecuencia será irremisiblemente pasado por las armas. Por el contrario, se concede un indulto general y absoluto a los que pasen a nuestro ejército con sus armas o sin ellas; a los que presten sus auxilios a los buenos ciudadanos que se están esforzando por sacudir el yugo de la tiranía. Se conservarán en sus empleos y destinos a los oficiales de guerra y magistrados civiles que proclamen el Gobierno de Venezuela y se unan a nosotros; en una palabra, los españoles que hagan señalados servicios al Estado serán reputados y tratados como americanos.

Y vosotros, americanos, que el error o la perfidia os ha extraviado de la senda de la justicia, sabed que vuestros hermanos os perdonan y lamentan sinceramente vuestros descarríos, en la íntima persuasión de que vosotros no podéis ser culpables y que sólo la ceguedad e ignorancia en que os han tenido hasta el presente los autores de vuestros crímenes, han podido inducirlos a ellos. No temáis la espada que viene a vengaros y a cortar los lazos ignominiosos con que os ligan a su suerte vuestros verdugos. Contad con una inmunidad absoluta en vuestro honor, vida y propiedades; el solo título de Americanos será vuestra garantía y salvaguardia. Nuestras armas han venido a protegeros, y no se emplearán jamás contra uno solo de vuestros hermanos.

Esta amnistía se extiende hasta los mismos traidores que más recientemente hayan cometido actos de felonía; y será tan religiosamente cumplida que ninguna razón, causa o pretexto será suficiente para obligarnos a quebrantar nuestra oferta, por grandes y extraordinarios que sean los motivos que nos deis para excitar nuestra animadversión.

Españoles y canarios, contad con la muerte, aun siendo indiferentes, si no obráis activamente en obsequio de la libertad de la América. Americanos, contad con la vida, aun cuando seáis culpables.

Cuartel General de Trujillo, 15 de junio de 1813. Simón Bolívar.



Grito de Dolores – Mural de Juan O'Gorman

La independencia de México

Discurso de Miguel Hidalgo al Pueblo de Dolores para dar inicio a la independencia de México. Madrugada del 16 de Septiembre de 1810.

Mis amigos y compatriotas:

No existe ya para nosotros ni el Rey ni los tributos.

Esta gabela vergonzosa que sólo conviene a los esclavos, la hemos sobrellevado hace tres siglos como signo de la tiranía y servidumbre; terrible mancha que sabremos lavar con nuestros esfuerzos.

Llegó el momento de nuestra emancipación; ha sonado la hora de nuestra libertad; y si conocéis su gran valor, me ayudaréis a defenderla de la garra ambiciosa de los tiranos.

Pocas horas me faltan para que me veáis marchar a la cabeza de los hombres que se precian de ser libres.

Os invito a cumplir con este deber. De suerte que sin Patria ni libertad estaremos siempre a mucha distancia de la verdadera felicidad.

Preciso ha sido dar el paso que ya sabéis, y comenzar por algo ha sido necesario.

La causa es santa y Dios la protegerá.

Los negocios se atropellan y no tendré, por lo mismo, la satisfacción de hablar más tiempo ante vosotros.

!Viva, pues, la Virgen de Guadalupe!

!Viva la América, por la cual vamos a combatir!

Cuartel General en Guadalajara. 29 de Noviembre de 1810

Desde el feliz momento en que la valerosa nación americana tomó las armas para sacudir el pesado yugo que por espacio de tres siglos la tenía oprimida, uno de sus principales objetos fue extinguir tantas gabelas con que no podían adelantar en fortuna; mas como en las urgentes y críticas circunstancias del tiempo no se puede conseguir la absoluta abolición de gravámenes; generoso siempre el nuevo gobierno, sin perder de vista tan altos fines que anuncian la prosperidad de los americanos, trata de que éstos comiencen a disfrutar del descanso y alivio, en cuanto lo permitan la urgencia de la nación, por medio de las declaraciones siguientes, que deberán observarse como ley inviolable.

Que siendo contra los clamores de la naturaleza, el vender a los hombres, quedan abolidas las leyes de la esclavitud no sólo en cuanto al tráfico y comercio que se hacían de ellos, sino también por lo relativo a las adquisiciones; de manera que conforme al plan del reciente gobierno, pueden adquirir para sí, como unos individuos libres al modo que se observa en las demás clases de la república, en cuya consecuencia supuestas las declaraciones asentadas deberán los amos, sean americanos o europeos darles libertad dentro del término de diez días, so la pena de muerte, que por inobservancia de este artículo se les aplicará.

Que ninguno de los individuos de las castas de la antigua legislación, que llevaban consigo la ejecutoria de su envilecimiento en las mismas cartas de pago del tributo que se les exigía, no lo paguen en lo sucesivo, quedando exentos de una contribución tan nociva al recomendable vasallo.

Que siendo necesario de parte de éste alguna remuneración para los forzosos gastos de guerra, y otros indispensables para la defensa y decoro de la nación, se contribuya con un dos por ciento de alcabala en los efectos de la tierra, y con el tres en los de Europa, quedando derogadas las leyes que establecían el seis. (...)

Del mismo modo serán abolidos los estancos de todas clases de colores: las demás exacciones de bienes, y cajas de comunidad y toda clase de pensiones que se exijan a los indios.

Por último, siendo tan recomendable la protección y fomento de la siembra, beneficio y cosecha del tabaco, se les concede a los labradores y demás personas que se quieran dedicar a tan importante ramo de agricultura, la facultad de poderlo sembrar, haciendo tráfico y comercio de él; entendidos de que los que emprendiesen con eficacia y empeño este género de siembra, se harán acreedores a la beneficencia y franquezas del gobierno. (...)

Dado en la ciudad de Guadalajara, a 29 de Noviembre de 1810. Miguel Hidalgo y Costilla

SENTIMIENTOS DE LA NACIÓN, DE JOSÉ MARÍA MORELOS.

Chilpancingo, 14 de septiembre de 1813.

1o. Que la América es libre, e independiente de España y de toda otra nación, gobierno o monarquía y que así se sancione dando al mundo las razones.

2o. Que la religión católica sea la única, sin tolerancia de otra.

3o. Que todos sus ministros se sustenten de todos y solos los diezmos y primicias, y el **pueblo** no tenga que pagar más obventions que las de su devoción y ofrenda. (...)

5o. Que la soberanía dimanara inmediatamente del pueblo, el que sólo quiere depositarla en el Supremo Congreso Nacional Americano, compuesto de representantes de las provinciales en igualdad de números.

(...)

9o. Que los empleos los obtengan sólo los americanos. (...)

11o. Que la patria no será del todo libre y nuestra mientras no se reforme el gobierno, abatiendo el tiránico, sustituyendo el liberal, y echando fuera de nuestro suelo al enemigo español, que tanto se ha declarado contra ésta Nación.

12o. Que como la buena fe es superior a todo hombre, las que dicte nuestro Congreso deben ser tales, que obliguen a constancia y patriotismo, moderen la opulencia y la indigencia, y de tal suerte se aumente el jornal del pobre, que mejore sus costumbres, alejando la ignorancia, la rapiña y el hurto.

13o. Que las leyes generales comprendan a todos, sin excepción de cuerpos privilegiados; y que éstos sólo lo sean en cuanto al uso de su ministerio. (...)

15o. Que la esclavitud se proscriba para siempre y lo mismo la distinción de castas, quedando todos iguales y sólo distinguirá a un americano de otro el vicio y la virtud.

16o. Que nuestros puertos se franqueen a las naciones extranjeras amigas, pero que éstas no se internen al reino por más amigas que sean (...)

19o. Que en la misma se establezca por ley constitucional, la celebración del día doce de diciembre en todos los pueblos, dedicado a la patrona de nuestra libertad, María Santísima de Guadalupe, encargando a todos los pueblos la devoción mensual. (...)

22o. Que se quite la infinidad de tributos, pechos (sic) e imposiciones que nos agobian y se señale a cada individuo un cinco por ciento de semillas y demás efectos u otra carga igual, ligera, que no oprima tanto, como la alcabala, el estanco, el tributo y otros; pues con esta ligera contribución y la buena administración de los bienes confiscados al enemigo, podrá llevarse el peso de la guerra y honorarios de empleados. (...)

Decreto constitucional para la libertad de la América Mexicana

CONSTITUCIÓN DE APATZINGÁN. OCTUBRE 22, 1814

Artículo 1. La religión católica, apostólica romana, es la única que se debe profesar en el Estado. (...)

Artículo 2. La facultad de dictar leyes y de establecer la forma de gobierno que más convenga a los intereses de la sociedad, constituye la soberanía. (...)

Artículo 4. Como el gobierno no se instituye para honra o interés particular de ninguna familia, de ningún hombre ni clase de hombres, sino para la protección y seguridad general de todos los ciudadanos, unidos voluntariamente en sociedad, éstos tienen derecho incontestable a establecer el gobierno que más les convenga, alterarlo, modificarlo y abolirlo totalmente, cuando su felicidad lo requiera.

Artículo 5. Por consiguiente la soberanía reside originariamente en el pueblo, y su ejercicio en la representación nacional, compuesta de diputados elegidos por los ciudadanos bajo la forma que prescriba la constitución.

Artículo 6. El derecho de sufragio para la elección de diputados pertenece, sin distinción de clases ni países, a todos los ciudadanos en quienes concurren los requisitos que prevenga la ley. (...)

Artículo 13. Se reputan ciudadanos de ésta América todos los nacidos en ella.

Artículo 14. Los extranjeros radicados en este suelo que profesaren la religión católica, apostólica, romana y no se opongan a la libertad de la Nación, se reputarán también ciudadanos de ella, en virtud de carta de naturaleza que se les otorgará y gozarán de los beneficios de la ley. (...)

Artículo 24. La felicidad del pueblo y de cada uno de los ciudadanos consiste en el goce de la igualdad, seguridad, propiedad y libertad. La íntegra conservación de estos derechos es el objeto de la institución de los gobiernos y el único fin de las asociaciones políticas.

José María Morelos

Plan de Iguala, 1821

¡Americanos! bajo cuyo nombre comprendo no sólo a los nacidos en América, sino a los europeos, asiáticos y africanos que en ella residen: tened la bondad de oírme. Las naciones que se llaman grandes en la extensión del globo, fueron dominadas por otras; y hasta que sus luces no les permitieron fijar su propia opinión, no se emanciparon. Las europeas que llegaron a la mayor ilustración y policía, fueron esclavas de la romana; y este imperio, el mayor que reconoce la historia, asemejó al padre de familia, que en su ancianidad mira separarse de su casa a los hijos y los nietos por estar ya en edad de formar otras, y fijarse por sí, conservándole todo el respeto, veneración y amor, como a su primitivo origen.

Trescientos años hace la América Septentrional que está bajo la tutela de la nación más católica y piadosa, heroica y magnánima. La España la educó y engrandeció, formando esas ciudades opulentas, esos pueblos hermosos, esas provincias y reinos dilatados que en la historia del universo

van a ocupar lugar muy distinguido. Aumentadas las poblaciones y las luces, conocidos todos los ramos de la natural opulencia del suelo, su riqueza metálica, las ventajas de su situación topográfica, los daños que origina la distancia del centro de su unidad, y que ya la rama es igual al tronco; la opinión pública y la general de todos los pueblos es la de la independencia absoluta de la España y de toda otra nación. Así piensa el europeo, así los americanos de todo origen.

Esta misma voz que resonó en el pueblo de los Dolores, el año de 1810, y que tantas desgracias originó al bello país de las delicias, por los desórdenes, el abandono y otra multitud de vicios, fijó también la opinión pública de que la unión general entre europeos y americanos, indios e indígenas, es la única base sólida en que puede descansar nuestra común felicidad. ¡Y quién pondrá duda en que después de la experiencia horrorosa de tantos desastres, no haya uno siquiera que deje de prestarse a la unión para conseguir tanto bien! ¡Españoles europeos! vuestra patria es la América, porque en ella vivís; en ella tenéis a vuestras amadas mujeres, a vuestros tiernos hijos, vuestras haciendas, comercio y bienes. ¡Americanos! ¡Quién de vosotros puede decir que no desciende de español! Ved la cadena dulcísima que nos une; añadid los otros lazos de la amistad, la dependencia de intereses, la educación e idioma y la conformidad de sentimientos, y veréis son tan estrechos y poderosos, que la felicidad común del reino es necesario la hagan todos reunidos en una sola opinión y en una sola voz.

Es llegado el momento en que manifestéis la inconformidad de sentimientos, y que nuestra unión sea la mano poderosa que emancipe a la América sin la necesidad de auxilios extraños. A la frente de un ejército valiente y resuelto, he proclamado la independencia de la América Septentrional. Es ya libre, es ya señora de sí misma, ya no reconoce ni depende de la España ni de otra nación alguna. Saludadla todos como independiente, y sean nuestros corazones bizarros los que sostengan esta dulce voz, unidos con las tropas que han resuelto morir antes que separarse de tan heroica empresa. No le anima otro deseo al ejército, que el conservar para la santa religión que profesamos, y hacer la felicidad general. Oid, escuchad las bases sólidas en que funda su resolución.

1. La religión católica, apostólica, romana, sin tolerancia de otra alguna.
2. La absoluta independencia de este reino.
3. Gobierno monárquico templado por una Constitución análoga al país.
4. Fernando VII, y en sus casos los de su dinastía o de otra reinante serán los emperadores, para hallarnos con un monarca ya hecho, y precaver los atentados funestos de la ambición.
5. Habrá una Junta ínterin se reúnen Cortes, que haga efectivo este plan.
6. Esta se nombrará Gubernativa, y se compondrá de los vocales ya propuestos al señor virrey.
7. Gobernará en virtud del juramento que tiene prestado al Rey, ínterin éste se presenta en México y lo presta, y hasta entonces se suspenderán todas ulteriores órdenes.
8. Si Fernando VII no se resolviese a venir a México, la Junta o la Regencia mandará a nombre de la nación, mientras se resuelve la testa que debe coronarse.
9. Será sostenido este gobierno por el ejército de las *Tres Garantías*.
10. Las Cortes resolverán si ha de continuar esta Junta, o substituirse una Regencia mientras llega el emperador.
11. Trabajarán luego que se unan, la Constitución del imperio mexicano.
12. Todos los habitantes de él, sin otra distinción que su mérito y virtudes, son ciudadanos idóneos para optar cualquier empleo.
13. Sus personas y propiedades serán respetadas y protegidas.
14. El clero secular y regular, conservado en todos sus fueros y propiedades.

15. Todos los ramos del Estado y empleados públicos, subsistirán como en el día, y sólo serán removidos los que se opongan a este plan, y substituidos por los que más se distingan en su adhesión, virtud y mérito.
 16. Se formará un ejército protector, que se denominará de las *Tres Garantías*, y que se sacrificará del primero al último de sus individuos, antes que sufrir la más ligera infracción de ellas.
 17. Este ejército observará a la letra las ordenanzas; y sus jefes y oficialidad continuarán en el pie en que están, con la expectativa no obstante a los empleos vacantes, y a los que se estimen de necesidad o conveniencia.
 18. Las tropas de que se componga, se considerarán como de línea y lo mismo las que abracen luego este plan; las que lo difieran y los paisanos que quieran alistarse, se mirarán como milicia nacional, y el arreglo y forma de todas, lo dictarán las Cortes.
 19. Los empleos se darán en virtud de informes de los respectivos jefes, y a nombre de la nación provisionalmente.
 20. Ínterin se reúnen las Cortes, se procederá en los delitos con total arreglo a la Constitución española.
 21. En el de conspiración contra la independencia, se procederá a prisión, sin pasar a otra cosa hasta que las Cortes dicten la pena correspondiente al mayor de los delitos, después de lesa Majestad divina.
 22. Se vigilará sobre los que intenten sembrar la división y se reputarán como conspiradores contra la independencia.
 23. Como las Cortes que se han de formar son Constituyentes, deben ser elegidos los diputados bajo este concepto. La Junta determinará las reglas y el tiempo necesario para el efecto.
- Americanos: He aquí el establecimiento y la creación de un nuevo imperio. He aquí lo que ha jurado el ejército de las *Tres Garantías*, cuya voz lleva el que tiene el honor de dirigíroslo. He aquí el objeto para cuya cooperación os invita. No os pide otra cosa que lo que vosotros mismos debéis pedir y apetecer: unión, fraternidad, orden, quietud interior, vigilancia y horror a cualquier movimiento turbulento. Estos guerreros no quieren otra cosa que la felicidad común. Uníos con su valor, para llevar adelante una empresa que por todos aspectos (si no es por la pequeña parte que en ella he tenido) debo llamar heroica. No teniendo enemigos que batir, confiamos en el Dios de los ejércitos, que lo es también de la paz, que cuantos componemos este cuerpo de fuerzas combinadas de europeos y americanos, de disidentes y realistas, seremos unos meros protectores, unos simples espectadores de la obra grande que hoy ha trazado, y que retocarán y perfeccionarán los padres de la patria. Asombrad a las naciones de la culta Europa; vean que la América Septentrional se emancipó sin derramar una sola gota de sangre. En el transporte de vuestro júbilo decid: ¡Viva la religión santa que profesamos! ¡Viva la América Septentrional independiente de todas las naciones del globo! ¡Viva la unión que hizo nuestra felicidad!

Iguala, 24 de febrero de 1821.

Agustín de Iturbide.

Las independencias sudamericanas

PROCLAMA DE TIAHUANACO Juan José Castelli [25 de Mayo de 1811]

Los sentimientos manifestados por el gobierno superior de esas provincias desde su instalación se han dirigido a uniformar la felicidad en todas las clases, dedicando su preferente cuidado hacia aquella que se hallaba en estado de elegirla más ejecutivamente. En este caso se consideran los naturales de este distrito, que por tantos años han sido mirados con abandono y negligencia, oprimidos y defraudados en sus derechos y en cierto modo excluidos de la mísera condición de hombres que no se negaba a otras clases rebajadas por la preocupación de su origen.

Así es que, después de haber declarado el gobierno superior, con la justicia que reviste su carácter, que los indios son y deben ser reputados con igual opción que los demás habitantes nacionales a todos los cargos, empleos, destinos, honores y distinciones por la igualdad de derechos de ciudadanos, sin otra diferencia que la que presta el mérito y aptitud: no hay razón para que no se promuevan los medios de hacerles útiles reformando los abusos introducidos en su perjuicio y propendiendo a su educación, ilustración y prosperidad con la ventaja que presta su noble disposición a las virtudes y adelantos económicos.

En consecuencia, ordeno que siendo los indios iguales a todas las demás clases en presencia de la ley, deberán los gobernadores intendentes con sus colegas y con conocimiento de sus ayuntamientos y los subdelegados en sus respectivos distritos, del mismo modo que los caciques, alcaldes y demás empleados, dedicarse con preferencia a informar de las medidas inmediatas o provisionales que puedan adoptarse para reformar los abusos introducidos en perjuicio de los indios, aunque sean con el título de culto divino, promoviendo su beneficio en todos los ramos y con particularidad sobre repartimiento de tierras, establecimientos de escuelas en sus pueblos y excepción de cargas impositivas indebidas: pudiendo libremente informarme todo ciudadano que tenga conocimientos relativos a esta materia a fin de que, impuesto del por menos de todos los abusos por las relaciones que hicieren, pueda proceder a su reforma.

Últimamente declaro que todos los indios son acreedores a cualquier destino o empleo que se consideren capaces, del mismo modo que todo racional idóneo, sea de la clase y condición que fuese, siempre que sus virtudes y talentos los hagan dignos de la consideración del gobierno y a fin de que llegue a noticia de todos se publicará inmediatamente con las solemnidades de estilo, circulándose a todas las juntas provinciales y su subalterna para que de acuerdo con los ayuntamientos celen su puntual y exacto cumplimiento, comunicando a todos los subdelegados y jueces de su dependencia estas mismas disposiciones: en inteligencia de que en el preciso término de tres meses contados desde la fecha deberán estar ya derogados todos los abusos perjudiciales a los naturales y fundados todos los establecimientos necesarios para su educación sin que a pretexto alguno se dilate, impida, o embarace el cumplimiento de estas disposiciones. Y cuando enterado por suficientes informes que tengo tomados de la mala versación de los caciques por no ser electos con el conocimiento general y espontáneo de sus respectivas comunidades y demás indios, aun sin traer a consideración otros gravísimos inconvenientes que de aquí resultan, mando que en lo sucesivo todos los caciques sin exclusión de los propietarios o de sangre no sean admitidos sin el previo consentimiento de las comunidades, parcialidades o aíllos (Ayllus) que deberán proceder a elegirlos con conocimiento de sus jueces territoriales por votación conforme a las reglas que rigen en estos casos, para que beneficiada en estos términos se proceda por el gobierno a su respectiva aprobación.

José Miguel Carrera: *Un aviso a los pueblos de Chile*. 24 de junio de 1818.

Carrera, José Miguel. *Un aviso a los pueblos de Chile*. Imprenta Federal: Montevideo, 1818.
Ortografía modernizada.

Están decretados vuestros destinos. Escuchad “Chile será una colonia de Buenos Aires como lo fue de España en otro tiempo. Su comercio e industria respetarán los límites que les prescriba el interés inmediato de la nueva Metrópoli. De aquí saldrán Gobernadores para sus Provincias, magistrados para sus Pueblos, Generales y Ejércitos para sus Fronteras. La suma de las necesidades formará la tarifa de las contribuciones. La independencia de la América debe fijarse por la mano diestra de una Aristocracia inflexible. Los Porteños en Chile y los Chilenos en Buenos Aires sostendrán estos planes filantrópicos y serán alternativamente los instrumentos y las víctimas.”

(...)

¡Ved, Chilenos, la suerte que os prepara el Club de los Aristócratas de Buenos Aires! De esta asociación nocturna de Tiranos salió el fallo de muerte contra los Carreras, mis hermanos, vuestros amigos, nuestros Compatriotas, los defensores de la Libertad de su Patria.

Destinado está Chile para constituir uno de los Grandes Estados de la Confederación del Sud, en que debe partirse la vasta extensión del Continente. Su posición física y geográfica, su situación política y moral, su riqueza, su industria, su numerosa población, no dejan un lugar al problema en el cálculo de las Naciones libres, e ilustradas. ¿Y podría alguno persuadirse que cuando está en los intereses generales del Mundo la aceleración de esta época dichosa, habrían de calificarse las aspiraciones a su Independencia en el número de los crímenes contra la Causa de América? Los Aristócratas de Buenos Aires queriendo sofocar los votos de la naturaleza para esclavizaros, acaban de asesinar brutalmente a dos Patriotas ilustres, a quienes vuestra amistad formó el proceso sin advertirlo. Murieron porque su mérito y patriotismo les labraron un lugar preferente en vuestra opinión. ¡Ah! Y que pronto les seguirán al patíbulo lo que se atrevan a pensar en la Independencia y en la Libertad!

¿No veis repartido el Gobierno de las Provincias entre los Candidatos de la Aristocracia y estacionado el Ejército auxiliar en vuestro territorio? ¿No veis arrebatar vuestros caudales para enriquecer a vuestros opresores? ¿No veis arrancar a los Chilenos de sus hogares, del seno de sus familias, de los brazos de sus tiernos hijos, para sostener con su sangre el poder de los Tiranos sobre las riberas del Río de la Plata? ¿No veis a vuestros hermanos expatriados y repartidos en las haciendas de Mendoza para servir como viles Colonos? ¿No veis en la inicua excepción de los Carreras deshonrada la Nación en medio de sus triunfos? ¿No veis en O’Higgins y San Martín el carácter bárbaro y feroz de los Morillos y los Morales &, que inundaron de sangre Americana las fértiles Campiñas de Caracas y Bogotá?

¿A qué esperáis Chilenos para sacudir ese pesado yugo con que pretenden vuestros *libertadores* uniros al carro de sus caprichos ambiciosos? (...)

Carta de San Martín a Bolívar, Lima, 29 de agosto de 1822

Dije a usted en mi última, de 23 del corriente, que habiendo reasumido el mando supremo de esta república con el fin de separar de él al débil e inepto Torre Tagle, las atenciones que me rodeaban en aquel momento no me permitían escribirle con la extensión que deseaba; ahora al verificarlo, no sólo lo haré con la franqueza de mi carácter, sino con la que exigen los grandes intereses de América. Los resultados de nuestra entrevista no han sido los que me prometía para la pronta terminación de la guerra. Desgraciadamente, yo estoy íntimamente convencido, o que no ha creído sincero mi ofrecimiento de servir bajo sus órdenes con las fuerzas de mi mando, o que mi persona le es embarazosa. Las razones que usted me expuso, de que su delicadez no le permitiría jamás mandarme, y que, aún en el caso de que esta dificultad pudiese ser vencida, estaba seguro que el Congreso de Colombia no consentiría su separación de la República, permítame general, le diga no me han parecido plausibles. La primera se refuta por sí misma. En cuanto a la segunda, estoy muy persuadido, que la menor manifestación suya al Congreso sería acogida con unánime aprobación cuando se trata de finalizar la lucha en que estamos empeñados, con la cooperación de usted y la del ejército de su mando; y que el alto honor de ponerle término refluirá tanto sobre usted como sobre la república que preside.

No se haga ilusión, General. Las noticias que tiene de las fuerzas realistas son equivocadas; ellas montan en el Alto y Bajo Perú a más de 19 000 veteranos, que pueden reunirse en el espacio de dos meses. El ejército patriota, diezmando por las enfermedades, no podrá poner en línea de batalla sino 8500 hombres, y de éstos, una gran parte reclutas. La división del general Santa Cruz (cuyas bajas según me escribe este general, no han sido reemplazadas a pesar de sus reclamaciones) en su dilatada marcha por tierra, debe experimentar una pérdida considerable, y nada podrá emprender en la presente campaña. La división de 1400 colombianos que usted envía será necesaria para mantener la guarnición del Callao y del orden de Lima. Por consiguiente, sin el apoyo del ejército de su mando, la operación que se prepara por puertos intermedios no podrá conseguir las ventajas que debían esperarse si fuerzas poderosas no llamaran la atención del enemigo por otra parte, y así la lucha se prolongará por un tiempo indefinido. Digo indefinido porque estoy íntimamente convencido, que sea cuales fueren las vicisitudes de la presente guerra, la independencia de América es irrevocable; pero también lo estoy, de que su prolongación causará la ruina de sus pueblos, y es un deber sagrado para los hombres a quienes están confiados sus destinos, evitar la continuación de tamaños males.

En fin, general; mi partido está irrevocablemente tomado. Para el 20 del mes entrante he convocado el primer congreso del Perú, y al día siguiente de su instalación me embarcaré para Chile, convencido de que mi presencia es el solo obstáculo que le impide a usted venir al Perú con el ejército de su mando. Para mí hubiese sido el colmo de la felicidad terminar la guerra de la independencia bajo las órdenes de un general a quien la América debe su libertad. El destino lo dispone de otro modo, y es preciso conformarse.

No dudando que después de mi salida del Perú, el gobierno que se establezca reclamará la activa cooperación de Colombia, y que usted no podrá negarse a tan justa exigencia, remitiré a usted una nota de todos los jefes cuya conducta militar y privada puede ser a usted de alguna utilidad su conocimiento. (...)

Nada diré a usted sobre la reunión de Guayaquil a la República de Colombia. Permítame, general, que le diga, que creí que no era a nosotros a quienes correspondía decidir este importante asunto.

Concluida la guerra, los gobiernos respectivos lo hubieran transado, sin los inconvenientes que en el día pueden resultar a los intereses de los nuevos estados de Sud América.

He hablado a usted, general, con franqueza, pero los sentimientos que exprime esta carta, quedarán sepultados en el más profundo silencio; si llegasen a traslucirse, los enemigos de nuestra libertad podrían prevalecerse para perjudicarla y los intrigantes y ambiciosos para soplar la discordia.

Con el comandante Delgado, dador de ésta, remito a usted una escopeta y un par de pistolas juntamente con un caballo de paso que le ofrecí en Guayaquil. Admita usted, general, esta memoria del primero de sus admiradores.

Con estos sentimientos y con la de desearle únicamente sea usted quien tenga la gloria de terminar la guerra de la independencia de América del Sud, se repite su afectísimo servidor.

José de San Martín”

Prácticas republicanas: Caudillos, montoneras, pronunciamientos

Domingo Faustino Sarmiento, *Facundo. Civilización y barbarie* (1845).

Introducción (extractos)

¡Sombra terrible de Facundo, voy a evocarte, para que, sacudiendo el ensangrentado polvo que cubre tus cenizas, te levantes a explicarnos la vida secreta y las convulsiones internas que desgarran las entrañas de un noble pueblo! Tú posees el secreto: ¡revelánoslo! Diez años aún después de tu trágica muerte, el hombre de las ciudades y el gaucho de los llanos argentinos, al tomar diversos senderos en el desierto, decían: «¡No, no ha muerto! ¡Vive aún! ¡Él vendrá!» ¡Cierto! Facundo no ha muerto; está vivo en las tradiciones populares, en la política y revoluciones argentinas; en Rosas, su heredero, su complemento: su alma ha pasado a este otro molde, más acabado, más perfecto; y lo que en él era sólo instinto, iniciación, tendencia, convirtiéndose en Rosas en sistema, efecto y fin. La naturaleza campestre, colonial y bárbara, cambiándose en esta metamorfosis en arte, en sistema y en política regular capaz de presentarse a la faz del mundo, como el modo de ser de un pueblo encarnado en un hombre, que ha aspirado a tomar los aires de un genio que domina los acontecimientos, los hombres y las cosas. Facundo, provinciano, bárbaro, valiente, audaz, fue reemplazado por Rosas, hijo de la culta Buenos Aires, sin serlo él; por Rosas, falso, corazón helado, espíritu calculador, que hace el mal sin pasión, y organiza lentamente el despotismo con toda la inteligencia de un Maquiavelo. Tirano sin rival hoy en la tierra, ¿por qué sus enemigos quieren disputarle el título de *Grande* que le prodigan sus cortesanos? Sí; grande y muy grande es, para gloria y vergüenza de su patria, porque si ha encontrado millares de seres degradados que se unzan a su carro para arrastrarlo por encima de cadáveres, también se hallan a millares las almas generosas que, en quince años de lid sangrienta, no han desesperado de vencer al monstruo que nos propone el enigma de la organización política de la República. Un día vendrá, al fin, que lo resuelvan; y la Esfinge Argentina, mitad mujer, por lo cobarde, mitad tigre, por lo sanguinario, morirá a sus plantas, dando a la Tebas del Plata el rango elevado que le toca entre las naciones del Nuevo Mundo.

Necesítase, empero, para desatar este nudo que no ha podido cortar la espada, estudiar prolijamente las vueltas y revueltas de los hilos que lo forman, y buscar en los antecedentes nacionales, en la fisonomía del suelo, en las costumbres y tradiciones populares, los puntos en que están pegados.

La República Argentina es hoy la sección hispanoamericana que en sus manifestaciones exteriores ha llamado preferentemente la atención de las naciones europeas, que no pocas veces se han visto envueltas en sus extravíos, o atraídas, como por una vorágine, a acercarse al centro en que remolinean elementos tan contrarios. (...) A la América del Sur en general, y a la República Argentina sobre todo, le ha hecho falta un Tocqueville, que, premunido del conocimiento de las teorías sociales, como el viajero científico de barómetros, octantes y brújulas, viniera a penetrar en el interior de nuestra vida política, como en un campo vastísimo y aún no explorado ni descrito por la ciencia, y revelase a la Europa, a la Francia, tan ávida de fases nuevas en la vida de las diversas porciones de la humanidad, este nuevo modo de ser, que no tiene antecedentes bien marcados y conocidos. Hubiérase, entonces, explicado el misterio de la lucha obstinada que despedaza a aquella República; hubiéranse clasificado distintamente los elementos contrarios, invencibles, que se chocan; hubiérase asignado su parte a la configuración del terreno y a los hábitos que ella engendra; su parte a las tradiciones españolas y a la conciencia nacional, inícuca, plebeya, que han dejado la Inquisición y el absolutismo hispano; su parte a la influencia de las ideas opuestas que han trastornado el mundo político; su parte a la barbarie indígena; su parte a la civilización europea; su parte, en fin, a la democracia consagrada por la revolución de 1810; a la igualdad, cuyo dogma ha penetrado hasta las capas inferiores de la sociedad.

Este estudio que nosotros no estamos aún en estado de hacer por nuestra falta de instrucción filosófica e histórica, hecho por observadores competentes, habría revelado a los ojos atónitos de la Europa un mundo nuevo en política, una lucha ingenua, franca y primitiva entre los últimos progresos del espíritu humano y los rudimentos de la vida salvaje, entre las ciudades populosas y los bosques sombríos. Entonces se habría podido aclarar un poco el problema de la España, esa rezagada a la Europa, que, echada entre el Mediterráneo y el Océano, entre la Edad Media y el siglo XIX, unida a la Europa culta por un ancho istmo y separada del África bárbara por un angosto estrecho, está balanceándose entre dos fuerzas opuestas, ya levantándose en la balanza de los pueblos libres, ya cayendo en la de los despotizados; ya impía, ya fanática; ora constitucionalista declarada, ora despótica impudente; maldiciendo sus cadenas rotas a veces, ya cruzando los brazos, y pidiendo a gritos que le impongan el yugo, que parece ser su condición y su modo de existir.

(...)

Desde Chile, nosotros nada podemos dar *a los que perseveran* en la lucha bajo todos los rigores de las privaciones, y con la cuchilla exterminadora, que, como la espada de Damocles, pende a todas horas sobre sus cabezas. ¡Nada!, excepto ideas, excepto consuelos, excepto estímulos; arma ninguna no es dado llevar a los combatientes, si no es la que la *prensa libre* de Chile suministra a todos los hombres libres. ¡La prensa!, ¡la prensa! He aquí, tirano, el enemigo que sofocaste entre nosotros. He aquí el vellocino de oro que tratamos de conquistar. He aquí cómo la prensa de Francia, Inglaterra, Brasil, Montevideo, Chile y Corrientes va a turbar tu sueño en medio del silencio sepulcral de tus víctimas: he aquí que te has visto compelido a robar el don de lenguas para paliar el mal, don que sólo fue dado para predicar el bien. (...)

He creído explicar la revolución argentina con la biografía de Juan Facundo Quiroga, porque creo que él explica suficientemente una de las tendencias, una de las dos fases diversas que luchan en el seno de aquella sociedad singular. (...) porque en Facundo Quiroga no veo un caudillo simplemente, sino una manifestación de la vida argentina, tal como la han hecho la colonización y las peculiaridades del terreno, a lo cual creo necesario consagrar una seria atención, porque sin esto la vida y hechos de Facundo Quiroga son vulgaridades que no merecerían entrar, sino episódicamente, en el dominio de la historia. Pero Facundo, en relación con la fisonomía de la naturaleza grandiosamente salvaje que prevalece en la inmensa extensión de la República Argentina; Facundo, expresión fiel de una manera de ser de un pueblo, de sus preocupaciones e instintos; Facundo, en fin, siendo lo que fue, no por un accidente de su carácter, sino por antecedentes inevitables y ajenos de su voluntad, es el personaje histórico más singular, más notable, que puede presentarse a la contemplación de los hombres que comprenden que un caudillo que encabeza un gran movimiento social no es más que el espejo en que se reflejan, en dimensiones colosales, las creencias, las necesidades, preocupaciones y hábitos de una nación en una época dada de su historia.

(...)

La manera de tratar la historia de Bolívar, de los escritores europeos y americanos, conviene a San Martín y a otros de su clase. San Martín no fue caudillo popular; era realmente un general. Habíase educado en Europa y llegó a América, donde el Gobierno era el revolucionario, y podía formar a sus anchas el ejército europeo, disciplinarlo y dar batallas regulares, según las reglas de la ciencia. Su expedición sobre Chile es una conquista en regla, como la de Italia por Napoleón. Pero si San Martín hubiese tenido que encabezar *montoneras*, ser vencido aquí, para ir a reunir un grupo de llaneros por allá, lo habrían colgado a su segunda tentativa.

Capítulo IV - Revolución de 1810 (extractos)

El individualismo constituía su esencia, el caballo su arma exclusiva, la pampa inmensa su teatro. Las hordas beduinas que hoy importunan con sus algaradas y depredaciones las fronteras de la Argelia, dan una idea exacta de la montonera argentina, de que se han servido hombres sagaces o malvados insignes. La misma lucha de civilización y barbarie de la ciudad y el desierto existe hoy en África; los mismos personajes, el mismo espíritu, la misma estrategia indisciplinada entre la horda y la montonera. Masas inmensas de jinetes vagando por el desierto, ofreciendo el combate a las fuerzas disciplinadas de las ciudades, si se sienten superiores en fuerza, disipándose como las nubes de cosacos, en todas direcciones, si el combate es igual siquiera, para reunirse de nuevo, caer de improviso sobre los que duermen, arrebatárles los caballos, matar a los rezagados y a las partidas avanzadas; presentes siempre, intangibles por su falta de cohesión, débiles en el combate, pero fuertes e invencibles en una larga campaña, en que, al fin, la fuerza organizada, el ejército, sucumbe diezmado por los encuentros parciales, las sorpresas, la fatiga, la extenuación.

La montonera, tal como apareció en los primeros días de la República bajo las órdenes de Artigas, presentó ya ese carácter de ferocidad brutal y ese espíritu terrorista que al inmortal bandido, al estanciero de Buenos Aires estaba reservado convertir en un sistema de legislación aplicado a la sociedad culta, y presentarlo, en nombre de la América avergonzada, a la contemplación de la Europa. Rosas no ha inventado nada; su talento ha consistido sólo en plagiar a sus antecesores y hacer de los instintos brutales de las masas ignorantes un sistema meditado y coordinado fríamente. La correa de cuero sacada al coronel Maciel y de que Rosas se ha hecho una manea que enseña a los agentes extranjeros, tiene sus antecedentes en Artigas y en los demás caudillos bárbaros, tártaros. (...)

Tal es el carácter que presenta la montonera desde su aparición; género singular de guerra y enjuiciamiento que sólo tiene antecedentes en los pueblos asiáticos que habitan las llanuras y que no ha debido nunca confundirse con los hábitos, ideas y costumbres de las ciudades argentinas, que eran, como todas las ciudades americanas, una continuación de la Europa y de la España. La montonera sólo puede explicarse examinando la organización íntima de la sociedad de donde procede. Artigas, baqueano, contrabandista, esto es, haciendo la guerra a la sociedad civil, a la ciudad; comandante de campaña por transacción, caudillo de las masas de a caballo, es el mismo tipo que, con ligeras variantes, continúa reproduciéndose en cada comandante de campaña que ha llegado a hacerse caudillo. Como todas las guerras civiles en que profundas desemejanzas de educación, creencias y objetos dividen a los partidos, la guerra interior de la República Argentina ha sido larga, obstinada, hasta que uno de los elementos ha vencido. La guerra de la revolución argentina ha sido doble: primero guerra de las ciudades, iniciadas en la cultura europea, contra los españoles, a fin de dar mayor ensanche a esa cultura; segundo, guerra de los caudillos contra las ciudades, a fin de librarse de toda sujeción civil y desenvolver su carácter y su odio contra la civilización. Las ciudades triunfan de los españoles, y las campañas de las ciudades. He aquí explicado el enigma de la revolución argentina, cuyo primer tiro se disparó en 1810 y el último aún no ha sonado todavía.

Alberdi, "Mi vida privada que se pasa toda en la República Argentina" (Bélgica, 1873)

La verdad es que si no hubiese yo salido de Buenos Aires, no hubiera concebido ni publicado mis *Bases*, ni la constitución que los resume sería, tal vez, lo que es hoy con respecto á los extranjeros, atraído al país por sus larguezas, en las masas de inmigrados que han anulado el progreso de los

Estados Unidos en punto á población. (...) Si mis escritos han tenido algun éxito, lo deben á la libertad con que los he pensado, redactado y publicado, al favor de la seguridad que me dió mi residencia en países extranjeros. Esta es la gran lección que surge de mi vida, á saber: que no puede haber ciencia, ni literatura, sin completa libertad, es decir, sin la seguridad de no ser perseguido como culpable, por tener opiniones contrarias al gobierno y á las preocupaciones mismas que reinan en el país. (...)

Es preciso buscar en esa situación de cosas (el cierre del Salón de Sastre y la fundación de la Asociación de Mayo) y en la condición que ella formaba á la juventud estudiosa de Buenos Aires, la causa que la determinó á emigrar como en masa para buscar en los países extranjeros de su inmediación la libertad y seguridad que en el propio país faltaba para estudiar las causas, las cuestiones y los negocios que interesaban á la prosperidad de la Nación Argentina. (...)

Así terminó mi vida privada y de mero estudiante que hice en mi país, y no hice otra desde que nací hasta que dejé su suelo, á la edad de 28 años, para no volver hasta hoy. La emigración ha absorbido mi vida. Pero ¿qué ha sido para mí la emigración? A los trabajos y ocupaciones de mi vida, pasada en el extranjero, toca dar la respuesta. Ellos dicen que nunca he estado más presente en mi país que cuando he vivido fuera de él. (...)

Toda mi vida se ha pasado en esa provincia flotante de la República Argentina, que se ha llamado su *emigración política*, y que se ha compuesto de los argentinos que dejaron el suelo de su país tiranizado, para estudiar y servir la causa de su libertad desde el extranjero. Casi toda nuestra literatura liberal se ha producido en el suelo móvil pero fecundo de esa provincia nómada. *El Peregrino, El Facundo, El Angel Caído, El avellaneda, los Himnos de Mayo, la América Poética*, los periódicos históricos, y memorables de la última época, y hasta las leyes fundamentales, que hoy rigen la República Argentina, se han producido en esa provincia semoviente y nómada del pueblo argentino, que se ha llamado su *emigración liberal*. (...)

Pero nada me ha servido más en el sentido de esta independencia, que la libertad con que he podido pensar y escribir al favor de la ausencia de mi país donde la intolerancia de los gobiernos forma una cuarta parte de la intolerancia que le sirve de base natural, la cual se compone de las costumbres, de las corrientes de opinion y del torrente de las preocupaciones reinantes, dotadas del poder soberano de una democracia que no gusta de ser contradicha. De aquí el secreto que explica el valor relativo de mis escritos. No los hace valer sino la libertad entera con que han sido pensados, compuestos y publicados: precedente del cual resulta esta enseñanza: que en Sud-América, cada república tiene su tribuna política y literaria, en la república vecina; y como todas hablan el mismo idioma, tienen el mismo sistema de gobierno, el mismo orden social, la misma historia y el mismo porvenir, resulta que no hay dos continentes en la superficie del globo, en que la libertad del espíritu humano cuente con mayores garantías de progreso y mejoramiento indefinidos para los tiempos que han de venir.



« Soldiers Mambi », Library of Congress (Washington D.C., Etats-Unis);
Portrait de Jean-Pierre Boyer, n.d.

La siempre fiel / Les dernières indépendances

Proclame de Boyer suite à l'invasion haïtienne de Santo Domingo

Au Palais National, le 9 février 1822. An 19 de l'indépendance d'Haïti (fragment)

El pabellón nacional flota sobre todos los puntos de la Isla que habitamos! Sobre este suelo de libertad ya no hay esclavos, y no formamos todos sino una sola familia, cuyos miembros estan unidos para siempre entre sí por una voluntad simultánea, que dimana de la concordancia de los mismos intereses; y así estan en su entera ejecución los artículos 40 y 41 de nuestra Constitución.

Mas para hacer durable la obra de nuestra reunión y consolidar la independencia de nuestro país, es necesario tomar en lo pasado lecciones de experiencia que os enseñen á evitar los escollos que no habéis superado sino por un valor y heróicos sacrificios;

Y voz ciudadanos de la parte del Este, voz habeis sido desgraciados por largo tiempo; leyes arbitrarias y prohibitivas os han obligado a vivir en medio de las privaciones y del atortolamiento; con todo había combatido para recobrar vuestros derechos; pero los que estaban encargados de dirigiros os volvieron á poner bajo la dependencia de la metrópoli que os había repelido de su seno traficando con vuestra sumisión. Al fin os habeis movido espontáneamente, habeis querido ser libres y haitianos como nosotros, y lo habeis conseguido: olvidad pues vuestra antigua condición, no pensar sino en la de que vais a gozar; abrid vuestros corazones á la alegría: vuestra confianza en el gobierno no será engañada; éste se ocupará del cuidado de curar las profundas llagas que ha formado en vosotros un sistema antiliberal...

Haitianos, ¡en vano pretenderían nuestros enemigos alarmar las potencias extranjeras sobre la reunión de todo nuestro territorio! Los principios establecidos por los artículos 40 y 41 de nuestra constitución, que nos dan el océano por límite son tan generalmente conocidos como los designados en el artículo 5 del mismo acto, y por los cuales nos hemos obligada á no hacer jamás empresa alguna tendente á tumbar la paz de nuestros vecinos.

Viva la independencia! Viva la Libertad! Viva la República!

Boyer

MANIFIESTO DEL 16 DE ENERO DE 1844 (Haití español)

La defensa y el respeto debidos a la opinión de todos los hombres y a la de las naciones civilizadas imponen a un país unido a otro y deseoso de retomar y reivindicar sus derechos rompiendo sus lazos políticos, que declare con franqueza y buena fe los motivos que lo inducen a dar ese paso, a fin de que no se piense que lo ha impulsado un espíritu de curiosidad y de ambición. Creemos haber demostrado con nuestra heroica constancia que deben soportarse los males de un gobierno mientras nos parezcan soportables, siendo mejor eso que hacer justicia o sustraernos a los mismos. Pero cuando una larga serie de injusticias, de violencias y de vejámenes acaba por probar la intención de reducirlo todo a la desesperación y a la más absoluta tiranía, es entonces un sagrado derecho para los pueblos y aun un deber, sacudir el yugo de semejante gobierno y proveer nuevas garantías que les aseguren su estabilidad y su prosperidad futura.

Por el hecho de que los hombres no se han reunido en sociedad sino con el objeto de trabajar en su conservación, que han recibido de la Naturaleza el derecho de proponer los medios y de buscarlos a fin de obtener ese resultado, por esa misma razón, semejantes principios los autorizan a ponerse en guardia, a precaverse de todo lo que puede privarlos de tal derecho, cuando la sociedad se halla amenazada.

Esa es la razón por la cual los habitantes de la parte del Este de la isla, antes Española o de Santo Domingo, valiéndose de sus derechos, impulsados como lo fueron por veintidós años de opresión y oyendo de todas partes las lamentaciones de la patria, han tomado la firme resolución de separarse para siempre de la República haitiana y de constituir un Estado libre y soberano.

Hace veintidós años que el pueblo dominicano, por una fatalidad de la suerte, sufre la más infame opresión: ya sea que ese estado de degradación haya dependido de su verdadero interés, ya sea que se haya dejado arrastrar por el torrente de las pasiones individuales, el hecho es que se le ha impuesto un yugo más pesado y más degradante que el de la antigua metrópoli,

Hace veintidós años que el pueblo, privado de todos sus derechos, se ha visto violentamente despojado de todos los beneficios en los cuales hubiera debido participar si se lo hubiese considerado parte integrante de la República. Y poco faltó para que se le quitara hasta el deseo de sustraerse a tan humillante esclavitud... Cuando en febrero de 1822, la parte oriental de la isla, cediendo tan sólo a la fuerza de las circunstancias, aceptó recibir el ejército del general Boyer que, como amigo, fue más allá de los límites de una y otra parte, los españoles dominicanos no pudieron creer que, con tan disimulada perfidia, hubiera podido faltar a las promesas que le sirvieron de pretexto para ocupar el país y sin las cuales hubiese debido vencer muchas dificultades y hasta caminar sobre nuestros cadáveres, si la suerte lo hubiese favorecido.

No hubo un solo dominicano que no le recibiera entonces sin demostraciones de simpatía. Por doquier donde pasaba, el pueblo salía a su encuentro; creía encontrar en el hombre que acababa de recibir en el Norte el título de pacificador, la protección que le había sido prometida de una manera tan hipócrita; pero muy pronto, mirando a través del velo que escondía sus perniciosas intenciones, se descubrió que se había entregado el país a su opresor, ¡a un tirano feroz!...

Con él entró en Santo Domingo la maraña de todos los vicios y de todos los desórdenes, la perfidia, la delación, la división, la calumnia, la violencia, la usurpación y los odios personales, desconocidos hasta entonces en el alma de ese pueblo bondadoso...

Sus decretos y sus disposiciones fueron los principios de la discordia y la señal de la destrucción. Por medio de su sistema maquiavélico y que todo lo desorganizaba, obligó a las familias más respetables a emigrar, y con ellas desaparecieron de la tierra los talentos, las riquezas, el comercio y la agricultura. Alejó de su consejo y de los principales empleos a los hombres que hubieran podido defender los derechos de sus conciudadanos, proponer un remedio a sus males y hacer conocer las verdaderas necesidades del país. Menospreciando todos los principios del derecho público y de gentes, redujo a muchas familias a la miseria y a la indigencia, quitándoles sus propiedades para reunir las al dominio de la República, darlas a individuos de la parte occidental o venderlas a vil precio a los mismos. Desoló la campiña y destruyó la agricultura y el comercio. Despojó las iglesias de sus riquezas, maltrató y humilló a los ministros de la religión, los privó de sus rentas y de sus derechos y, con su negligencia, dejó que cayeran en ruinas los edificios públicos para que sus lugartenientes se aprovecharan de los destrozos y pudiesen de tal suerte satisfacer la avaricia que traían consigo desde el occidente.

Más tarde, con el objeto de dar a esas injusticias las apariencias de la legalidad, emitió una ley para que se incorporaran al dominio del Estado los bienes de los ausentes, cuyos hermanos y parientes se hallan hasta hoy en la más horrible miseria. Tales medidas no satisfacían su avaricia. Puso también su mano sacrílega en las propiedades de los hijos del Este y autorizó con la ley del 8 de julio de 1824 el latrocinio y el fraude. Prohibió la comunidad de las tierras comunales que, en virtud de convenciones y para la utilidad y las necesidades familiares había subsistido desde el descubrimiento de la isla, y eso con el único fin de que el Estado sacara provecho. Con esa medida, acabó por arruinar los hatos y empobrecer a muchos padres de familia; pero a él poco lo importaba arruinarlo y destruirlo todo...

Tal era la finalidad de su insaciable avaricia.

Dotado de gran imaginación para llevar a cabo la obra de nuestra ruina y reducirlo todo a la nada, imaginó un sistema monetario que redujo insensible y gradualmente a las familias, los empleados, los comerciantes y la mayoría de los habitantes a la más negra miseria. Es con tal criterio y la influencia de su política infernal que el gobierno haitiano propagó sus principios corruptores. Desencadenó pasiones, suscitó espíritu partidario, forjó planes destructores, estableció el espionaje e introdujo la cizaña y la discordia aun en los hogares domésticos... Si un español se atrevía a hablar contra la opresión y la tiranía, era denunciado como sospechoso, se lo encerraba en un calabozo y muchos padecían aun el suplicio para espantar a los demás y hacer morir, conjuntamente con ellos, los sentimientos heredados de nuestros padres. Atormentada y perseguida, la patria no halló otro refugio contra la tiranía que en la intimidad de una juventud afligida y en algunas almas nobles y puras que supieron concentrar sus principios sagrados para relegar la propaganda a tiempos más favorables y devolver la energía a quienes estaban abatidos y estupefactos.

Los veintiún años de la administración corruptora de Boyer se deslizaron de tal suerte y, durante los mismos, los habitantes de la parte oriental experimentaron toda clase de privaciones, verdaderamente innumerables. Trató a esos habitantes con más rigor que a un pueblo conquistado por la fuerza. Los persiguió y les sacó lo que podía satisfacer su avaricia y la de los suyos. En nombre de la libertad, los redujo al estado de servidumbre. Los obligó a pagar una deuda que no habían contraído, exactamente como los habitantes de la parte occidental que se aprovecharon de los bienes extranjeros, mientras nos deben, por lo contrario, las riquezas que nos han usurpado o destinado al fin que más les convenía.

Tal es el triste cuadro del estado de esa parte de la isla cuando el 27 de enero del año pasado, Les Cayes lanzaron en el Sur el grito de reforma. Los pueblos se sintieron en el acto como devorados por un fuego eléctrico. Adhirieron a los principios de un Manifiesto del 1 de septiembre de 1842 y la

parte oriental se jactó, pero en vano de que su porvenir sería más dichoso, a tal punto se hallaban de buena fe.

El comandante Rivière fue nombrado jefe de ejecución e intérprete de la voluntad del pueblo soberano. Dictó leyes según su capricho. Estableció un gobierno sin forma legal y donde no estaba incluido habitante alguno de esta parte que ya se hubiera pronunciado a favor de la revolución. Recorrió la isla y, en el departamento de Santiago, sin motivo legal recordó con pena la triste época de Toussaint Louverture y de Dessalines; llevaba consigo un monstruoso estado mayor que por doquier introducía la desmoralización. Vendió los puestos, despojó las iglesias, destruyó las elecciones hechas por los habitantes para tener representantes que defendieran sus derechos, y eso para dejar permanentemente esa parte de la isla en la miseria y en el mismo estado y para conseguir partidarios que lo elevaran a la presidencia, aunque sin mandato especial de sus comitentes. Así fue. Amenazó la Asamblea constituyente y a raíz de extrañas comunicaciones hechas por él al ejército bajo sus órdenes, resultó presidente de la República.

So pretexto de que en esa parte de la isla se pensaba en una separación del territorio a favor de Colombia, llenó los calabozos de Puerto Príncipe con los más ardientes ciudadanos de Santo Domingo, en cuyo corazón reinaba el amor a la patria y que tan sólo aspiraban a una suerte más dichosa, la igualdad de derechos y el respeto de las personas y de las propiedades. Padres de familia se expatriaron de nuevo para librarse de las persecuciones que se les infligía. Y cuando creyó que sus designios se habían realizado y que tenía asegurado el objeto que codiciaba, puso en libertad a los detenidos sin darles ni la menor satisfacción por los insultos y los perjuicios que habían sufrido.

Nuestra condición no ha cambiado ni en lo mínimo. Las mismas vejaciones y los mismos impuestos subsisten y han aumentado aún. El mismo sistema monetario sin garantía alguna prepara la ruina de los pueblos, y una Constitución mezquina que nunca hará honor al país, todo eso ha puesto por doquier el sello de la ignominia privándonos, con una verdadera burla del derecho natural, de la única cosa española que nos quedaba: el idioma natal y ha puesto de lado nuestra venerable religión para que desaparezca de nuestros hogares. Y, en efecto, si esa religión del Estado, cuando era protegida, fue despreciada y vilipendiada conjuntamente con sus ministros, ¿qué será ahora que se halla rodeada de sectarios y de enemigos?

La violación de nuestros derechos, costumbres y privilegios y muchísimas vejaciones nos han revelado nuestra esclavitud y nuestra decadencia y los principios jurídicos que rigen la vida de las naciones deciden la cuestión a favor de nuestra patria como la decidieron a favor de los Países Bajos contra Felipe II, en 1581.

En virtud de tales principios, ¿quién se atreverá a repudiar la resolución del pueblo de Les Cayes cuando se sublevó contra Boyer y lo declaró traidor de la patria?

¿Y quién se atreverá a repudiar nuestra propia resolución de declarar la parte oriental de la isla separada de la República de Haití?

No tenemos obligación alguna con respecto a quienes no nos dan los medios de cumplirla, ningún deber con aquellos que nos privan de nuestros derechos.

Si se consideraba la parte oriental incorporada voluntariamente a la República haitiana, debía gozar de los mismos beneficios y de los mismos derechos de que gozan aquellos con quienes se había aliado, y si en virtud de esa unión estábamos obligados a defender nuestra integridad, ella, por su parte, debía procurarnos los medios de hacerlo; pero faltó a eso violando nuestros derechos, y, por consiguiente, estamos libres de nuestra obligación. Si se consideraba esa parte oriental sometida a la República, con más razón debía gozar sin restricciones de todos los derechos y prerrogativas sobre los cuales había un convenio y que le fueron prometidos y, si no se realiza la única y necesaria condición de su sometimiento, queda libre y enteramente desligada, y sus deberes, en lo que a ella se refiere, le imponen que provea por otros medios a su propia conservación.

Si consideramos esa Constitución con respecto a la de Haití de 1816, veremos que, además del caso singular de una Constitución dada a un país extranjero que no la necesitaba y no había nombrado a sus diputados para discutirla, hay también una escandalosa usurpación, pues en aquella época los haitianos no tenían aún la posesión de esa parte, exactamente como ocurrió con los franceses cuando fueron expulsados de la parte francesa: como no eran los propietarios, no podían abandonarla a los haitianos. Por el tratado de Basilea, esa parte fue cedida a Francia y devuelta a España en ocasión de la paz de París, gracias a la cual fue sancionada la posesión que los españoles hicieron efectiva en 1809 y que continuó hasta 1821, época en que dicha parte se separó de la metrópoli.

Cuando, en 1816, los hijos de occidente revisaron su Constitución, esa parte no pertenecía ni a Haití ni a Francia. En lo alto de las fortalezas flameaba la bandera española, gracias a un derecho indiscutible, y del hecho que los indígenas llamaban Haití a la isla de Santo Domingo no debe deducirse que la parte occidental, que fue la primera en constituirse en Estado soberano con el nombre de República de Haití, tuviera el derecho de considerar la parte del Este u oriental como parte integral, cuando la una pertenecía a los franceses y la otra a los españoles. Lo cierto es, que si la parte oriental debía pertenecer a Francia o a España y no a Haití, pues si nos remontamos a los primeros años del descubrimiento del inmortal Colón, nos damos cuenta de que los orientales tienen más derechos al dominio que los occidentales. Si, por último, se considera esa parte de la isla conquistada por la fuerza, es por la fuerza, si no hay otro modo, que se resolverá la cuestión. Considerando los vejámenes y las violencias cometidos durante veintidós años contra la parte anteriormente española, salta a la vista que ha sido reducida a la más extrema miseria y que se está llevando a cabo su ruina, por lo cual el deber de su propia conservación y de su bienestar futuro la obliga sin más a asegurar con medios convenientes su seguridad, pues lo antedicho constituye un derecho (un pueblo que depende voluntariamente de otro pueblo con el objeto de aprovecharse de su protección, queda libre de toda obligación cuando dicha protección le viene a faltar, o cuando eso ocurre por la impotencia del protector). Considerando que un pueblo obligado a obedecer a la fuerza y que le obedece hace bien, pero que si resiste cuando puede hacer mejor; considerando, por último, que dada la diferencia de las costumbres y la rivalidad existente entre los unos y los otros, nunca habrá armonía ni perfecta unión, y como además los pueblos de la parte anteriormente española de la isla de Santo Domingo comprobaron durante los veintidós años de su agregación a la República de Haití que no pudieron obtener ventaja alguna, sino al contrario, que se arruinaron, empobrecieron y degradaron y que fueron tratados de la manera más vil y abyecta, han resuelto separarse para siempre de la República haitiana para proveer a su seguridad y a su conservación, constituyéndose, según los antiguos límites, en Estado libre y soberano. Las leyes fundamentales de ese Estado garantizarán el régimen democrático, asegurarán la libertad de los ciudadanos aboliendo para siempre la esclavitud y establecerán la igualdad de los derechos civiles y políticos sin miramientos para con las distinciones de origen y nacimiento. Las propiedades serán inviolables y sagradas; la religión católica, apostólica y romana será, como religión del Estado, protegida en todo su esplendor. Pero nadie será perseguido ni castigado por sus opiniones religiosas. La libertad de prensa será protegida; la responsabilidad de los funcionarios públicos quedará debidamente establecida; la confiscación de bienes por crímenes y delitos será prohibida; la instrucción pública será estimulada y protegida a expensas del Estado; los derechos e impuestos serán reducidos al minimum; habrá un olvido total de los votos y de las opiniones políticas emitidos hasta este día, y eso mientras los individuos se adhieran de buena fe al nuevo sistema. Los grados y empleos militares serán conservados de acuerdo a las leyes que se establecerán. La agricultura, el comercio, las ciencias y las artes serán igualmente fomentados y amparados. Lo mismo ocurrirá con el estado de las personas nacidas en nuestra tierra o con el de los extranjeros que en ella querrán vivir, en armonía con las leyes. Por último, emitiremos lo más pronto posible una moneda con garantía real y verdadera, sin que el público pierda nada sobre la que tiene con el sello de Haití.

Tal es la finalidad que nos proponemos en nuestra separación, y estamos resueltos a dar al mundo entero el espectáculo de un pueblo que se sacrificará por la defensa de sus derechos y de un país

que está dispuesto a reducirse a cenizas y escombros si sus opresores, que se jactan de ser libres y civilizados, persisten en su propósito de imponerle una condición que le parezca aún más dura que la muerte.

En vez de transmitir a nuestros y a la posteridad una esclavitud vergonzosa, nosotros, sobreponiéndonos con firmeza y esperanza a los peligros, juramos solemnemente ante Dios y ante los hombres, que empuñaremos las armas para la defensa de nuestra libertad y de nuestros derechos. Confiamos, sin embargo, en la misericordia divina que nos protegerá e inducirá a nuestros adversarios a una reconciliación justa y razonable para que se evite el derramamiento de sangre y las calamidades de una guerra espantosa que no provocaremos pero que será una guerra de exterminio, si debiera producirse.

¡Dominicanos! (comprendemos bajo esta denominación a todos los hijos de la parte oriental y a quienes quisieran seguir nuestra suerte) el interés nacional nos llama a la unión. Con nuestra firme resolución, mostrémonos los dignos defensores de la libertad; sacrifiquemos en los altares de la patria todo odio y toda personalidad; que el sentimiento del interés público sea el móvil que nos dirige en la santa causa de la libertad y de la separación. Con semejante separación nada hacemos contra la prosperidad de la República occidental y favorecemos la nuestra.

Nuestra causa es sagrada. No nos faltará ayuda, pues ya podemos contar con la que nos procura nuestra tierra, y, si fuera necesario, nos valdríamos del auxilio que los extranjeros pudieran procurarnos en semejante caso.

El territorio de la República Dominicana, estando dividido en cuatro provincias, esto es: Santo Domingo, Santiago o Cibao, Azua, desde el límite hasta Ocoa, y Seybo, su gobierno se compondrá de un cierto número de miembros de cada una de esas provincias a fin de que participen de tal suerte y proporcionalmente a su soberanía.

El gobierno provisional se compondrá de una Junta de once miembros elegidos en el mismo orden. Esa Junta tendrá en su mano todos los poderes hasta que se redacte la Constitución del Estado. Determinará la manera a su juicio más conveniente para conservar la libertad adquirida y nombrará, por fin, jefe supremo del ejército, obligado a proteger nuestras fronteras, a uno de los más distinguidos patriotas, poniendo bajo sus órdenes a los subalternos que le sean necesarios.

¡Dominicanos! ¡A la unión! Se presenta el momento más oportuno. De Neyba a Samaná y de Azua a Montecristi las opiniones son unánimes y no hay un solo dominicano que no grite con entusiasmo: **Separación, Dios, Patria y Libertad.**

Anónimo, Carta a SM el Emperador..., Paris, 1858

La corona imperial que se ciñe sobre la frente de Su Majestad será saludada naturalmente por todas partes como hermana de la tiara, y Francia respetada como la hermana mayor de las razas latinas. (...) Esta protección, deseada ardientemente por las razas latinas, solo puede ejercerla Su Majestad, y de ella lo esperamos. (...)

Ante el triunfo de Estados Unidos como señal de descomposición de la sociedad latina, es deber de Francia, a la que Dios ha encomendado la custodia de esta sociedad, amarse para defenderla; manteniendo con su influencia, ante las pretensiones de Buchanan, el gobierno que representa en México el orden, la moralidad y, sobre todo, la unidad religiosa; restableciendo las relaciones de España con este gobierno, en donde la presencia de la bandera de Isabel en el golfo de México secunde los propósitos y asegurar la estabilidad; prohibiendo a Estados Unidos pensar siquiera en la compra o la invasión de las Antillas. Una alianza franco-española a la que todas las naciones latinas vendrían a unirse, revelaría de golpe el nivel moral de la Humanidad, con la ventaja añadida de resolver al fin las cuestiones más importantes, siempre distantes por enrevesamientos repletos de tormentas. Y que Su Majestad no se extrañe de mi insistencia en subrayar el carácter religioso de los acontecimientos, que se pretende abstraer en nuestros días, con todos los esfuerzos de los que es

capaz el mal a fin de conseguir su meta. El día en el que la unidad católica cese de reinar en México y Cuba, la descomposición de la sociedad latina en América será un hecho consumado, y caerán los únicos obstáculos que se oponen todavía a las invasiones de Estados Unidos. (...)

Como todos los hijos de las razas anglosajonas, los norteamericanos son expertos en explotar el trabajo y la fortuna de los demás, ven sus indias en Sudamérica; he aquí lo que les empuja a lanzarse rápidamente más allá del istmo de Panamá. El futuro de las relaciones de la civilización latina con América está, lo vuelvo a repetir Sire, completamente del otro lado de Estados Unidos; está en la importancia del istmo que Su Majestad ya estudio antaño desde miras tan elevadas que os hizo el primer hombre de la época; está en Sudamérica. En cuanto a Estados Unidos, su hora sonará el día en el que una alianza latina les exhorte la orden de no dar un paso más encaminado a la invasión. (...)

No hay que dudarlo un solo instante: la conducta de Estados Unidos, el lenguaje de sus presidentes, de sus agentes diplomáticos, de sus capitanes de navío, de todos aquellos ciudadanos suyos que por cualquier circunstancia se relacionan con el Mundo; tanto por sus actos como por su lenguaje, demuestran que se creen con derecho a la invasión allí donde ven ventajas a obtener. Como Cuba les sería útil, entonces tienen el derecho de poseer a Cuba; de la misma manera pronto se reconocerán los dueños legítimos de todas las colonias europeas del mismo mar. Ya no solamente España debe temer por su Antilla, Francia debe temer por las suyas; Gran Bretaña; y el resto del Mundo entero, en definitiva. (...)

Me detengo, Sire. Me es imposible desarrollar en los límites de este folleto todos mis pensamientos. Su Majestad, acostumbrado a abarcar todas las consecuencias de forma sintética sabe, una vez leídas estas líneas, a qué documentos y pruebas tiene que recurrir a fin de adquirir la certidumbre de que tengo razón. Resumo mis deseos: alianza de las razas latinas bajo la mano del Emperador de los franceses que debido a todos los elementos providenciales está llamado a encabezar; intervención latina en los asuntos de México a favor de los principios latinos; declaración enérgica estableciendo que Europa nunca permitirá a Estados Unidos comprar o invadir Cuba; renovación de la orientación de las relaciones de Europa con el Nuevo Mundo, con el ejercicio de la influencia francesa en este continente; unión íntima de los intereses latinos de Europa con los intereses latinos de América y, por consiguiente, estudio y empleo de todas las medidas orientadas a anudar entre estos intereses lazos indisolubles; en definitiva, supremacía francamente proclamada de la idea católica para la solución de todas las cuestiones latinas, a fin de poder devolver a la civilización esa unidad de acción y esa amplitud de horizontes de la que está privada desde que el pensamiento religioso se concibe como algo sumido a los acontecimientos y no como su director.

DIEZ MANDAMIENTOS DE LOS HOMBRES LIBRES (PUERTO RICO, 1867)

Puertorriqueños

El gobierno de Da. Isabel II lanza sobre nosotros una terrible acusación:

Dice que somos malos españoles.

El gobierno nos calumnia.

Nosotros no queremos la separación; nosotros queremos la paz, la unión con España; mas es justo que pongamos nosotros también condiciones en el contrato.

Son muy sencillas.

Helas aquí:

- Abolición de la esclavitud
- Derecho a votar todas las imposiciones
- Libertad de culto
- Libertad de la palabra

- Libertad de imprenta
- Libertad de comercio
- Derecho de reunión
- Derecho de poseer armas
- Inviolabilidad del ciudadano
- Derecho de elegir nuestras autoridades

Esos son los diez mandamientos de los hombres libres.

Si España se siente capaz de darnos y nos da esos derechos y esas libertades, podrá entonces mandarnos un Capitán general, un gobernador... de paja, que quemaremos en los días de Carnestolendas, en conmemoración de todos los Judas que hasta hoy nos han vendido.

Y seremos españoles.

Si no No.

Si no Puertorriqueños -¡PACIENCIA!- os juro que seréis libres.

R. E. Betances, Puerto Rico, Noviembre de 1868

Grito de Yara (1868)

Ingenio "El Rosario", octubre 6 de 1868. - Carlos Manuel de Céspedes et al.

Al rebelarnos contra la tiranía española queremos manifestar al mundo los motivos de nuestra resolución. España nos gobierna a hierro y sangre; nos impone a su antojo contribuciones y tributos; nos priva de toda libertad política, civil y religiosa; nos tiene sometidos en tiempos de paz a comisiones militares que prenden, destierran y ajustician sin sujeción a trámites ni leyes; prohíbe que nos reunamos, si no es bajo la presidencia de jefes militares; y declara rebeldes a los que imploran remedio para tantos males.

España nos carga de empleados hambrientos que viven de nuestro patrimonio y consumen el producto de nuestro trabajo. Para que no conozcamos nuestros derechos nos mantiene en la ignorancia; y para que no aprendamos a ejercerla nos aleja de la administración de la cosa pública. Sin que nadie nos amenace, y sin razón que lo justifique, nos fuerza a sustentar una escuadra y un costosísimo ejército, cuyo único empleo es oprimirnos y vejarnos. Su sistema de aduana es tan perverso que ya hubiéramos perecido en la miseria a no ser tan extraordinaria la feracidad de nuestro suelo y tan subido el precio de sus frutos.

Opone cuantos obstáculos son imaginables al fomento de nuestra población blanca. Nos coarta el uso de la palabra; nos impide escribir, gracias que nos deja pensar, y se resiste a que participemos del progreso intelectual de otros países. (...) Queremos sacudir para siempre el yugo de España y constituirnos en nación libre e independiente. Si España reconoce nuestros derechos, tendrá en Cuba una hija cariñosa; si persiste en subyugarnos, estamos resueltos a morir antes que someternos a su dominación. (...)

José Martí, *Nuestra América*, 1891.

¿Ni en qué patria puede tener un hombre más orgullo que en nuestras repúblicas dolorosas de América, levantadas entre las masas mudas de indios, al ruido de pelea del libro con el cirial, sobre los brazos sangrientos de un centenar de apóstoles? [...] La universidad europea ha de ceder a la

universidad americana. La historia de América, de los incas acá, ha de enseñarse al dedillo, aunque no se enseñe la de los arcontes de Grecia. Nuestra Grecia es preferible a la Grecia que no es nuestra. No es más necesaria. Los políticos nacionales han de reemplazar a los políticos exóticos. Injértese en nuestras repúblicas el mundo; pero el tronco ha de ser de nuestras repúblicas. Y calle el pedante vencido; que no hay patria en que pueda tener el hombre más orgullo que en nuestras dolorosas repúblicas americanas. [...] La inteligencia americana es un penacho indígena. ¿No se ve cómo del mismo golpe que paralizó al indio se paralizó a América? Y hasta que no se haga andar al indio, no comenzará a andar bien la América.

José Martí, *Nuestra América*, 1891.

En Cuba no hay temor alguno a la guerra de razas. Hombre es más que blanco, más que mulato, más que negro. Cubano es más que blanco, más que mulato, más que negro. En los campos de batalla, muriendo por Cuba, han subido juntas por los aires las almas de los blancos y de los negros. En la vida diaria de defensa, de lealtad, de hermandad, de astucia, al lado de cada blanco, hubo siempre un negro. [...] En Cuba no habrá nunca guerras de razas. La República no se puede volver atrás; y la República, desde el día único de redención del negro en Cuba, desde la primera constitución de la independencia el 10 de abril en Guáimaro, no habló nunca de blancos ni de negros.

José Martí, *Nuestra América*, 1891.

José Martí, *Nuestra América*, 1891.

Cree el aldeano vanidoso que el mundo entero es su aldea, y con tal que él quede de alcalde, o le mortifique al rival que le quitó la novia, o le crezcan en la alcancía los ahorros, ya da por bueno el orden universal, sin saber de los gigantes que llevan siete leguas en las botas y le pueden poner la bota encima, ni de la pelea de los cometas en el Cielo, que van por el aire dormidos engullendo mundos. Lo que quede de aldea en América ha de despertar. Estos tiempos no son para acostarse con el pañuelo en la cabeza, sino con las armas en la almohada, como los varones de Juan de Castellanos: las armas del juicio, que vencen a las otras. Trincheras de ideas valen más que trincheras de piedra.

No hay proa que taje una nube de ideas. Una idea enérgica, flameada a tiempo ante el mundo, para, como la bandera mística del juicio final, a un escuadrón de acorazados. Los pueblos que no se conocen han de darse prisa para conocerse, como quienes van a pelear juntos. Los que enseñan los puños, como hermanos celosos, que quieren los dos la misma tierra, o el de casa chica, que le tiene envidia al de casa mejor, han de encajar, de modo que sean una, las dos manos. Los que, al amparo de una tradición criminal, cercenaron, con el sable tinto en la sangre de sus mismas venas, la tierra del hermano vencido, del hermano castigado más allá de sus culpas, si no quieren que les llame el pueblo ladrones, devuélvanle sus tierras al hermano. Las deudas del honor no las cobra el honrado en dinero, a tanto por la bofetada. Ya no podemos ser el pueblo de hojas, que vive en el aire, con la copa cargada de flor, restallando o zumbando, según la acaricie el capricho de la luz, o la tundan y talen las tempestades; ¡los árboles se han de poner en fila para que no pase el gigante de las siete leguas! Es la hora del recuento, y de la marcha unida, y hemos de andar en cuadro apretado, como la plata en las raíces de los Andes. (...)

No hay odio de razas, porque no hay razas. Los pensadores canijos, los pensadores de lámparas, enhebran y recalientan las razas de librería, que el viajero justo y el observador cordial buscan en vano en la justicia de la Naturaleza, donde resalta en el amor victorioso y el apetito turbulento, la identidad universal del hombre. El alma emana, igual y eterna, de los cuerpos diversos en forma y en color. Peca contra la Humanidad el que fomente y propague la oposición y el odio de las razas. Pero

en el amasijo de los pueblos se condensan, en la cercanía de otros pueblos diversos, caracteres peculiares y activos, de ideas y de hábitos, de ensanche y adquisición, de vanidad y de avaricia, que del estado latente de preocupaciones nacionales pudieran, en un período de desorden interno o de precipitación del carácter acumulado del país, trocarse en amenaza grave para las tierras vecinas, aisladas y débiles, que el país fuerte declara percederas e inferiores. Pensar es servir. Ni ha de suponerse, por antipatía de aldea, una maldad ingénita y fatal al pueblo rubio del continente, porque no habla nuestro idioma, ni ve la casa como nosotros la vemos, ni se nos parece en sus lacras políticas, que son diferentes de las nuestras; ni tiene en mucho a los hombres biliosos y trigueños, ni mira caritativo, desde su eminencia aún mal segura, a los que, con menos favor de la Historia, suben a tramos heroicos la vía de las repúblicas; ni se han de esconder los datos patentes del problema que puede resolverse, para la paz de los siglos, con el estudio oportuno y la unión tácita y urgente del alma continental. ¡Porque ya suena el himno unánime; la generación actual lleva a cuestas, por el camino abonado por los padres sublimes, la América trabajadora; del Bravo a Magallanes, sentado en el lomo del cóndor, regó el Gran Semí, por las naciones románticas del continente y por las islas dolorosas del mar, la semilla de la América nueva!

José Martí, *Nuestra América*, 1891.



“The *Maine* entering Havana Harbor”, 25 Jan. 1898. Library of Congress (Washington D.C., Etats-Unis), cote LC-D4-20520

Le « Destin manifeste » américain et l’émancipation cubaine : L’amendement Platt (1901)

Adopté le 27 février 1901 au Sénat des États-Unis et annexé à la Constitution de Cuba par vote du 12 juin 1901. Attendu que le Congrès des États-Unis d'Amérique, par une loi adoptée le 2 mars 1901, prévoit ce qui suit:

En complément de la déclaration contenue dans la résolution conjointe approuvée le 20 avril 1898, intitulée «Pour la reconnaissance de l'indépendance du peuple cubain», exigeant que le gouvernement espagnol renonce à son autorité et à son gouvernement sur l'île de Cuba et retire ses forces terrestres et maritimes de Cuba et des eaux cubaines, et ordonnant au président des États-Unis qu'il fasse usage des forces terrestres et maritimes des États-Unis pour donner effet à ces résolutions, le président, par la présente, est autorisé à laisser le gouvernement et le contrôle de

cette île à son peuple, dès que sera établi dans l'île un gouvernement constitutionnel, et dans sa Constitution ou dans une ordonnance conjointe seront définies les futures relations entre Cuba et les États-Unis, en substance comme définies ci-après :

Article 1

Le gouvernement de Cuba ne conclura avec aucune autorité ou avec des autorités étrangères de traité ou d'accord qui pourrait diminuer ou tendre à diminuer l'indépendance de Cuba, ni en aucune manière autoriser ou permettre à une autorité ou à des autorités étrangères d'obtenir par colonisation ou par des sommations militaires ou navales de s'installer ou de contrôler quelque portion de ladite île.

Article 2

Ledit gouvernement n'assumera et ne contractera aucune dette publique pour le paiement des intérêts et l'amortissement définitif au delà de la couverture des dépenses courantes du gouvernement, rendant inadéquats les impôts ordinaires.

Article 3

Le gouvernement de Cuba accepte que les États-Unis puissent exercer le droit d'intervention pour préserver l'indépendance de Cuba et maintenir un gouvernement capable de protéger les vies, la propriété et la liberté individuelle et d'accomplir les obligations qui, concernant Cuba, ont été imposées aux États-Unis par le traité de Paris et qui doivent désormais être assumées et accomplies par le gouvernement de Cuba.

Article 4

Toutes les lois adoptées par les États-Unis à Cuba durant son occupation militaire sont tenues pour valides et ratifiées, et tous les droits légalement acquis en vertu de ceux-ci sont maintenus et protégés.

Article 5

Le gouvernement de Cuba mettra au point les programmes et, autant que nécessaire, mettra en application les projets déjà élaborés et d'autres programmes à convenir mutuellement pour l'assainissement des localités de l'île, dans le but d'empêcher la propagation d'épidémies et de maladies infectieuses protégeant ainsi le peuple et le commerce de Cuba, de même que le commerce et la population des ports du sud des États-Unis.

Article 6

L'île des Pins est exclue des limites de Cuba proposées par la Constitution, laissant la question de son appartenance à un arrangement futur en vertu d'un traité.

Article 7

Pour que les États-Unis aient la possibilité de maintenir l'indépendance de Cuba et de protéger le peuple de celle-ci, ainsi qu'en vue de sa propre défense, le gouvernement de Cuba vend ou loue aux États-Unis les terres nécessaires pour l'établissement de dépôts de charbon ou de bases navales en certains points qui seront déterminés avec le président des États-Unis.

Article 8

Pour plus de sécurité à l'avenir, le gouvernement de Cuba inclut ces dispositions dans un traité permanent avec les États-Unis.